

Proétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 20 AVRIL 1976
n° 165 1,50 F

Belgique 15 F
Commission paritaire n° 56 942

**CANTINE
SCOLAIRE**

**Joël, 14 ans,
meurt
intoxiqué**

voir p. 3

TOUTE LA CLASSE OUVRIERE DOIT RIPOSTER

**FOYERS SONACOTRA,
11 travailleurs immigrés
chassés de France**

La «démocratie musclée» s'affiche encore une fois pour ce qu'elle est ! A l'heure du laitier, on arrête puis on expulse 16 travailleurs immigrés, délégués actifs des résidents des foyers SONACOTRA ! A Pierrefitte, à Saint Denis, à Nanterre... elles sont passées à l'action ces bandes policières qui rôdaient depuis des semaines, à l'affût d'un mauvais «coup de poing» à asséner contre les travailleurs immigrés en lutte.

Tandis que le Pcf fait de la lutte des foyers la cause même de la répression, Poniatowski lance avec affront l'accusation d'actions illégales de nature à troubler l'ordre public contre les expulsés et, de fait, contre tous les travailleurs engagés dans cette lutte.

La voilà à l'œuvre la nouvelle notion d'illégalité que portaient déjà les sinistres mesures présentées par la majorité sous le nom paradoxal de «charte des libertés»

La «nouvelle délinquance» à laquelle s'attaque la bourgeoisie au pouvoir, c'est en fait les luttes de la classe ouvrière : des ouvriers de chez Bourgeois qu'on traîne en correctionnelle pour fait de grève aux immigrés de la SONACOTRA expulsés par les forces du désordre établi : c'est la même logique !

Comme pour les militants syndicaux et les soldats en décembre, «les dossiers sont vides»

Mais combien réels par contre :

- les coups de feu tirés contre des foyers, brisant les vitres des résidents grévistes
- les injures racistes et les brimades des gérants-flics
- les provocations incessantes



santes contre des grévistes aux alentours des foyers de Seine Saint Denis depuis un mois

- les arrestations brutales de travailleurs comme à Champigny, à Nanterre... dans la «tradition» des descentes de la guerre d'Algérie
- la «disparition» de Moussa Konate, ouvrier malien, littéralement enlevé par les policiers.

Contre cette nouvelle atteinte frontale aux libertés démocratiques, cette tentative massive d'avilir en délinquance la juste lutte des travailleurs pour leurs droits et leurs revendications, la riposte n'a pas fait défaut ! La manifestation du 24 avril à Barbès doit

marquer une étape significative...

Dans les entreprises et les quartiers, la solidarité avec les travailleurs des foyers SONACOTRA doit s'inscrire en acte, en liant fermement (n'en déplaise au Pcf !), la défense des revendications, l'affirmation d'une issue révolutionnaire à la crise avec la réplique de masse contre la répression.

Aux côtés des camarades immigrés, «quand un ouvrier est attaqué, c'est toute la classe qui est frappée !»

Défendons nos droits, développons nos luttes !

voir p. 5 S.R.

**ÉTUDIANTS
Coordination de
Toulouse : le débat
se clarifie**

voir p. 6

Pampelune UN PATRIOTE ASSASSINÉ, LE PEUPLE BASQUE DEBOUT

Dimanche dernier, le peuple basque voulait fêter massivement le «Jour de la Patrie», l'Aberri Eguna. Juan Carlos avait interdit la célébration de l'Aberri Eguna, et, pour ce faire, avait décidé la mise en état de siège du Pays Basque. Cela n'a pas empêché le peuple basque de descendre dans la rue.

Le gouvernement de ouvrier - dans le centre Juan Carlos n'a pas failli à où avait lieu le rassemblement.

employé tous les moyens pour interdire la «Aberri Eguna» (fête nationale). Tout d'abord, il a lancé une grande campagne de presse pour assimiler cette journée de lutte à une action terroriste tentant de justifier ainsi l'importance de sa répression. Dès samedi après-midi, la ville était quadrillée par la police armée, les jeeps étaient dispersées dans tous les points-clés de la ville. Le dispositif mis en place était impressionnant : sur la place centrale



Dans le Pays Basque, les drapeaux ont fleuri.

toutes les routes qui conduisaient à Iruña (Pampelune) étaient bloquées par des barrages et les voyageurs qui ne justifiaient pas d'un domicile dans la ville implacablement refoulés. Les automobilistes étaient priés de retourner à leur point de départ et les passagers des autocars obligés de descendre. Ce contrôle était étendu à l'intérieur de la ville. Il était impossible de se rendre des quartiers périphériques à population dense et les menaces

«Plaza del Castillo» un camion et deux cars bourrés de «grises» présentaient à toute la ville le visage bien connu maintenant de la dictature Juan Carlisle. Samedi matin, l'annonce de l'assassinat d'un militant basque qui avait refusé de s'arrêter à un contrôle d'une localité voisine, Vera de Bidassoa, devait préciser la menace de répression. Malgré ce dispositif et les menaces

PALESTINE OCCUPÉE : un enfant tué par les balles sionistes

Pendant la semaine dernière, des affrontements ont eu lieu entre la population palestinienne et les forces d'occupation sioniste en Cisjordanie. Un aspect de cette lutte, c'est les résultats des élections municipales du 12 avril. A Ramallah, un notable proche des sionistes, Abdol Nour Janho, ancien conseiller municipal assassiné un autre notable Abdel Karim Laftawi qui a fait voter pour la liste qui soutient l'OLP. Après cet assassinat, la population de Ramallah manifeste sa colère et dénonce la collaboration de Janho avec les sionistes. Au cours de la manifestation, les sionistes attaquent la population : un enfant de six ans, Gamal Arafat Al-Jun, est assassiné... Pendant ce temps, des manifestations ont eu lieu dans d'autres villes de Cisjordanie, dont à Naplouse.

suite p. 7

suite p. 8

ENQUÊTE ET REPORTAGE

Après la fusillade de Montredon OÙ EN EST LE MOUVEMENT VITICOLE ? 6

QUI SONT LES VITICULTEURS ?

«Quelle est, d'après vous, la forme de propriété viticole qui résiste le mieux à la situation actuelle de mévente du vin ?»

A cette question, très souvent posée depuis les luttes au début de l'an dernier, une réponse paraît unanime : «Si la situation se dégrade continuellement, toute la viticulture méridionale y laissera sa peau, mais le but du gouvernement n'est pas d'éliminer tout le monde mais d'imposer une restructuration du vignoble correspondant mieux aux nécessités actuelles de l'Europe. Aujourd'hui, les plus touchées sont les petites exploitations qui font environ moins de dix hectares, mais aussi les grosses propriétés qui sont trop petites pour rentabiliser le matériel d'exploitation qu'elles ont investi, tout ce qui concerne la vinification à la propriété, par exemple ; et trop grosses pour réduire le matériel qu'elles ont et qui leur est nécessaire pour tourner. L'idéal serait de pouvoir travailler en famille ou avec un ouvrier sur un nombre d'hectares permettant d'utiliser le matériel au mieux sans être obligé de s'endetter toute sa vie».

Cette réflexion très répandue montre une volonté farouche de ne pas se laisser déraciner, mais aussi l'illusion que la solution individuelle est possible et que certains gros propriétaires sont sur la même barque que les petits, ce qui permet aux ennemis de la viticulture de hisser le drapeau de l'unité. Ainsi, dans la région de Montbrun, une grosse propriété avec un château, d'une centaine d'hectares, chercherait un acheteur, une société japonaise serait même sur l'affaire d'après certains viticulteurs. Mais aucune comparaison n'est possible entre les difficultés d'un petit viticulteur acculé à la ruine et au chômage et un gros capitaliste qui veut retirer ses billes pour aller investir son argent ailleurs, tout en pouvant espérer obtenir une place très avantageuse de régisseur sur le domaine qu'il aura perdu et sur lequel il pourra continuer à exploiter avec moins d'inquiétude, les mêmes ouvriers.

«PLUS LA RETRAITE APPROCHE, PLUS IL FAUT TRAVAILLER»

«Il y a trente ans, mon père avec moins de cinq hectares de vignes, nourissait toute la famille sans se tuer au travail», m'explique ce viticulteur de Thézan-des-Corbières. Sur la place du village, quelques retraités profitent du soleil qui réchauffe tout le village ; il est midi passé, quelques uns se retrouvent de retour de la vigne avant le repas :

«Ce qu'il faut bien expliquer aux gens de la ville et à tous ceux qui ne connaissent pas la viticulture, c'est que maintenant plus on travaille et moins on gagne. Avant avec cinq cents hectos une famille vivait avec un ouvrier à table toute l'année, aujourd'hui, il faut compter environ deux cent cinquante hectos rien que pour un ouvrier à l'année ; pas parce que l'ouvrier est trop payé avec moins de 1500 F par mois, mais parce que le vin n'est plus payé».

«D'ailleurs, c'est simple, notre travail paye tellement que plus aucun jeune ne veut rester, vous n'avez qu'à regarder autour de vous», la moyenne d'âge est plus près de la quarantaine que de la vingtaine.

«Pourtant, nous avons un beau métier» me dit, avec passion, un jeune viticulteur de Montbrun-Corbières qui a refusé de quitter son village au prix

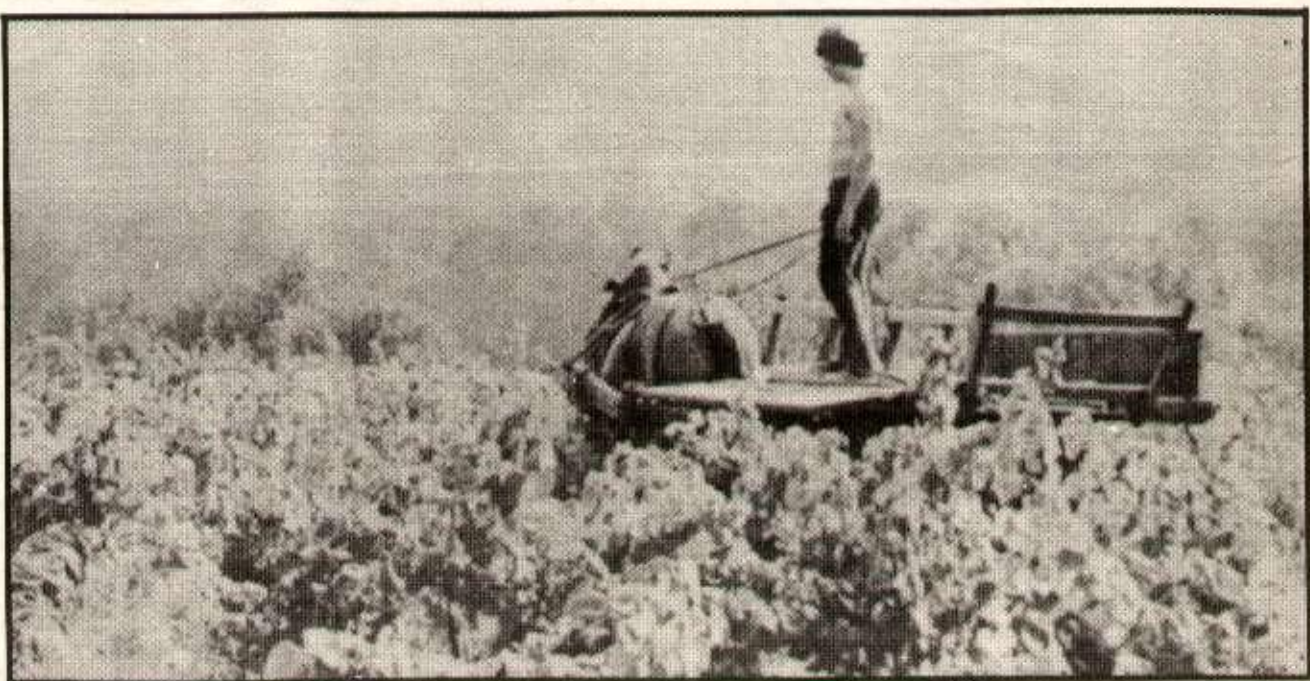
d'une dette de vingt millions pour pouvoir travailler ; ils ne sont pas plus de trois ou quatre de moins de trente ans dans le village.

TRAVAILLER PLUS POUR UN MÊME SALAIRE

«L'an dernier, pour m'en sortir, j'ai dû prendre un autre morceau de vigne au tiers», m'explique ce viticulteur de 50 ans.

Dans les Corbières, comme dans presque tout le Midi viticole, le schéma est identique : trente ans auparavant, chacun exploitait moins de dix hectares de vignes avec les chevaux, puis avec la mécanisation et la baisse du pouvoir d'achat, certains ont acheté des terres avec leurs économies ou en empruntant, d'autres ont pris des terres au tiers, c'est-à-dire au métayage. Et d'années en années, la part en métayage s'agrandit en même temps que les dettes et l'approche de la retraite. Les propriétaires de ces terres sont très souvent des viticulteurs retraités, des commerçants, ou exercent une profession libérale.

«L'an dernier, j'avais la possibilité d'acheter des vignes à un prix très intéressant, mais j'aurais dû m'endetter pour plusieurs années et après ma retraite, c'est mon fils qui aurait dû payer, comme je ne sais pas s'il restera pour travailler la terre, je n'ai pas sauté sur l'occasion», dit l'un d'eux.



La misère pour le grand nombre

Dans son livre «Le vin de la colère», Pierre Bosc écrit : «Voici quelques chiffres éloquentes : pour une exploitation moyenne de 10 hectares, avec un rendement de 80 hectolitres à l'hectare, la récolte est de 800 hectos à 10 degrés achetés 9 francs le degré-hecto. Soit 72 000 F de recettes. Les dépenses s'élevant à 60 000 F (6 000 francs par hectare estimation plutôt faible) reste 12 000 FRANCS soit 1 000 FRANCS par mois pour cinquante heures de travail par semaine.

Il ne s'agit évidemment que d'une illustration apte à donner une idée des revenus des viticulteurs.

UNE MULTITUDE DE PETITES VIGNES

D'abord toutes les exploitations sont bien loin de faire 10 hectares. La majorité fait moins de 5 hectares. Le recensement général de l'agriculture de 1970 révèle que dans le Languedoc-Roussillon 60 % des exploitations ont moins de 5 hectares. La proportion est identique en Provence-Côte d'Azur. Avec la Corse, ces deux régions détiennent, et de loin, le record du nombre de petites propriétés. Ce même recensement indique que dans la partie centrale du département de l'Aude, dans la «région viticole», sur 13 631 exploitations ayant des vi-

gnes, 11 147 ont moins de 5 hectares en vignes. L'extrême morcellement est d'ailleurs une caractéristique générale des vignes en France : en 1965, il y avait 1,3 millions d'hectares de vignes éclatés en 4,5 millions de parcelles (dont une moyenne de 0,3 hectare par pièce).

En fait, beaucoup de petits propriétaires de trois ou quatre ou cinq hectares ne parviennent à survivre parce qu'ils travaillent quelques hectares supplémentaires qui ne leur appartiennent pas.

DES RÉCOLTES TRÈS VARIABLES

Le rendement pris comme référence (80 hectolitres à l'hectare) n'est aussi qu'indicatif. En 1973, la moyenne des quatre départements méridonnais gros producteurs de vin n'était que de 70 hectos à l'hectare (la même année, le rendement déclaré en Charente-Maritime - production pour le cognac - était de 135 hecto/hectare ! Près du double ! Le Haut-Rhin faisait, lui, 110 hecto/hectare...). En Languedoc-Roussillon, les rendements varient beaucoup, ce qui fait dire à Alin Rollat, auteur d'une étude sur le niveau de vie des viticulteurs que sur une exploitation de cinq hectares, le revenu mensuel du vigneron peut varier selon le rendement de zéro à 3 500 F...

DES SITUATIONS TRÈS DIVERSES

Quant aux dépenses, une estimation globale est encore plus aléatoire. La revue «Économie Méridionale» a calculé les coûts pour 1972. Sans rémunération des capitaux financiers et d'exploitation, sans provision d'amortissement le coût pour un travailleur permanent sur dix hectares égalait 4 400 F ; si l'on faisait intervenir une provision pour amortissement la somme montait à 5 600 F ; si la rémunération des capitaux était prise en compte on atteignait 7 800 F. Si le travail du chef d'exploitation n'était pas rémunéré, les charges globales tournaient autour de 6 000 et elles baissaient jusqu'à 2 200 pour les cas où ni le travail du chef d'exploitation, ni la rémunération du capital, ni les provisions d'amortissement n'étaient comptés.

Tous ces cas ne sont pas des hypothèses d'école.

Ainsi, le dernier, qui peut paraître très abstrait, correspond globalement au cas du retraité qui travaille une vigne qui lui appartient et qui n'envisage pas de renouvellement appréciable de matériel... A l'opposé du jeune qui a récemment acheté sa vigne et l'exploite de façon «moderne» est contraint de rému-

nérer des capitaux et de prévoir des provisions d'amortissements...

UNE POIGNÉE DE PRIVILÉGIÉS ET UNE MASSE D'EXPLOITÉS

En conclusion de son étude, Alain Rollat affirme que près de la moitié des viticulteurs du Midi - 35 000 - ont un revenu mensuel inférieur au SMIC (25 000 auraient même un revenu inférieur à 1 000 F ; 7 400 «moyens» gagneraient entre 250 et 1 800 F par mois). A l'autre bout de l'échelle, les 450 propriétaires de grands domaines de plus de 100 hectares et les 3 200 «gros» qui feraient entre 10 000 et 30 000 F par mois...

L'intérêt principal de ces chiffres est de montrer que l'éventail des revenus est tout de même bien ouvert dans la viticulture du Languedoc-Roussillon. Tous les viticulteurs ne sont pas au bord du gouffre... Mais aussi apparaît clairement qu'une proportion importante de petits et moyens exploitants vivent dans des conditions très précaires et injurieuses à leur qualité de travailleurs.

Dans les vignes, comme à l'usine, la dictature du capital signifie la misère du plus grand nombre pour le profit d'une poignée d'«exploiteurs»...

INFORMATIONS GENERALES

Rouen

LECANUET OBLIGÉ
D'ACCORDER UNE ENTREVUE
A Mme AGRET

Roland Agret, condamné à 15 ans pour un meurtre qu'il a toujours nié, proclame son innocence et fait la grève de la faim depuis le 15 mars pour obtenir la révision de son procès. Dimanche à Rouen, le comité de soutien à Roland Agret, est intervenu en plusieurs points de la ville et en particulier à la cathédrale où tous les dimanches, la bourgeoisie rouennaise vient s'élever l'âme. Lecanuet, ministre de la justice et maire de Rouen, en est un fidèle assidu, ce qui ne l'empêche pas de laisser Agret mourir à petit feu.

Les distributions de tracts à la sortie, la présence à l'intérieur de la femme d'Agret qui en est à son quatorzième jour de grève de la faim ont manifestement dérangé tout ce beau monde, si l'on en juge par la présence de forces, flics en civil et le départ rageur et précipité de Lecanuet qui a du coup raté une bonne partie de la messe. Malgré

les dérobades et la tartufferie de l'archevêque : «Je ne suis pas très au courant, je ne sais pas si je vais trouver le numéro de monsieur Lecanuet», Marie-José Agret a réussi à obtenir une entrevue avec Lecanuet. Celui-ci lui a laissé entendre qu'il y avait un espoir que les résultats de l'enquête qu'il a ordonné soient connus prochainement. Au cas où l'enquête n'aboutirait pas à une réouverture du procès, Lecanuet s'est engagé à en donner publiquement les raisons. Après cette entrevue, Mme Agret déclarait espérer la remise en liberté de son mari dès la fin de cette semaine. Les jours qui viennent seront donc décisifs, car il en va désormais de la vie de Roland Agret qui est très affaibli.

D'autant que Agret aurait décidé de ne plus boire d'eau à partir d'aujourd'hui ce qui met le condamné à une mort rapide. Pendant le même temps, les avocats d'Agret ont engagé un recours en grâce auprès du Président de la République.



Sous prétexte de «soutenir» Mme Agret, les flics aident Lecanuet à s'en débarrasser.

CANINE DU CES DE
FRESNOY-le-GRANDUN MORT,
27 ENFANTS
INTOXIQUÉS

Vendredi matin de nombreux élèves étaient pris de violentes coliques. Pourtant ce ne fut que samedi matin que Joël Parizot fut hospitalisé ; il devait succomber quelques heures plus tard, c'est-à-dire deux jours et demi après le repas incriminé, d'un choc toxique probablement.

Joël Parizot, 14 ans est mort samedi dernier à l'hôpital de Saint Quentin des suites d'une intoxication alimentaire ; il était demi-pensionnaire au C.E.S de Fresnoy le Grand. Comme 27 de ses camarades, il a été victime d'une intoxication alimentaire, consécutive au repas de jeudi.

27 autres enfants ont été intoxiqués, quelques uns ont de la fièvre. L'affaire aurait pu être encore plus grave, car ce sont à peu près deux cent élèves qui ont mangé jeudi midi au C.E.S.

Hier midi, il restait trois hospitalisés à Saint Quentin. Des échantillons du repas servi jeudi ont été envoyés pour analyse : crèmes, carottes, porc, frites et petits suisses. Devant l'indignation soulevée, une enquête a été ouverte par la gendarmerie.

conservée plus de 48 heures. L'art d'accommoder les restes n'est pas compatible avec une bonne hygiène alimentaire.

Dans le cas présent, vu le délai assez long entre le repas et le début des troubles, vu la gravité des conséquences, on pense plutôt, à l'hôpital de Saint Quentin, à une intoxication à salmonelles ou à germes «anacrobies» (provoquée par une mauvaise conservation). La poussée de chaleur de ces derniers jours n'a pu qu'aggraver les risques.

Les intoxications ne sont pas rares dans les cantines scolaires, d'entreprises, etc. Plusieurs facteurs peuvent être rendus responsables. Différents germes peuvent provoquer des toxico-infections alimentaires : les salmonelles rarement mais gravement, dues à diverses souillures ou à la rupture de «chaîne de froid» entre le fournisseur et le consommateur ; les staphylocoques pathogènes dues très souvent à des infections cutanées des cuisiniers (panaris, etc.).

Très souvent ce sont les méthodes de conservation qui sont incriminées. Une viande cuite, de porc par exemple supporte assez mal d'être

Mais le drame de Fresnoy le Grand pose surtout le problème de l'alimentation collective aujourd'hui, et en particulier de l'alimentation scolaire. Les économies systématiques sur l'équipement des cantines, sur la qualité des produits achetés, souvent de dernière qualité et en gros, sur le contrôle sanitaire de ces produits, sont de règles. Le fait qu'un grand nombre de femmes travaillent, a contraint un grand nombre d'élèves à devenir demi-pensionnaires ; il n'y avait pas d'autre solution.

Rentabilité, économies, qui peut encore parler de fatalité après la mort du lycéen de Fresnoy le Grand !

en bref...

● ON SE CONTENTE DE PEU : Les demandes d'emplois enregistrées par les Assedic en région parisienne ont augmenté de 5,5 % de février à mars. Pour masquer cet accroissement du chômage, les Assedic ont trouvé un filon : elles disent que le nombre journaliers des demandes d'emploi a diminué, car l'an dernier les mois de février et mars n'avaient que 20 jours ouvrables contre 23 cette année ! Jusqu'où n'ira pas le maquillage des chiffres !

● NOUVELLES HAUSSES DES PRIX : Les services de Fourcade viennent d'annoncer un nouveau train de hausses : prix de journées dans les cliniques privées, produits de toilette, crèmes glacées, boîtes et emballages de métal, concentrés azotés pour les aliments d'animaux, ainsi que les profilés en acier, augmentent de 1,5 % à 10 %. Comme dit Giscard, c'est la reprise.

● UN AVEU : «Nous communistes, nous ne voulons pas bousculer le cours des choses, ni les hommes, toute l'histoire montre que cela ne peut se faire», c'est ce que Paul Laurent déclarait à Nîmes, pour le festival de la JC. Ne pas aller contre «le cours des choses», c'est précisément ce que demandent les patrons, les bourgeois et les réformistes de tout poil.

Après les attentats contre le
siège de Trans-Océan

Les deux attentats à la bombe contre le siège social et le domicile du PDG de «Trans-océan» ont été revendiqués par le Front de Libération de la Bretagne.

De telles actions, qui excluent les travailleurs de la lutte, et ne tiennent pas compte des formes de lutte qu'ils veulent adopter ne résolvent rien. Mais en projetant à la une de l'actualité, le patron de cette petite usine, ce fait rappelle opportunément la pratique de certains capitalistes qui viennent s'implanter dans les zones de fort chômage.

A sa fondation, l'entreprise employait 550 ouvriers en 1963. De cette façon, le patron a pu empocher des primes de création d'emploi particulièrement rondes. Début 1975, il ne restait plus que 200 ouvriers dans l'usine. Le 4 mai 75, le patron licencie 63 ouvriers dont 5 délégués CGT. Ceci n'alla pas sans provoquer la riposte des ouvriers : grèves perlées, occupations, se succédèrent. Le 26 février, c'est le dépôt de bilan devant le tribunal de commerce de Paris. En mars, le syndicat décide le licenciement collectif. Vendredi dernier, le

patron comparait devant le tribunal de commerce de Brest pour mise à pied irrégulière de délégués. Il a été requis contre lui une peine de prison et des amendes. Maintenant ce patron de choc trouve le moyen d'accuser un prêtre ouvrier, syndicaliste, d'avoir mis l'entreprise en difficulté.

Le cas «Transocéan» est éclairant sur le trafic qui existe sur les créations d'emploi. L'Etat accorde aux patrons qui installent une filiale en province une prime qui peut aller jusqu'à 10.000F

par emploi créé, plus une aide formation de 1000F par ouvrier. La municipalité cède le terrain, offre l'eau, etc...

Au bout de 5 ou 6 ans, on réduit l'activité de l'usine, ou on la ferme, après avoir bénéficié de toutes sortes de primes et aides diverses. Il suffira, c'est du moins ce que les patrons espèrent, d'accuser la crise ou la combativité ouvrière pour justifier la fermeture. Le cas de Transocéan n'est pas isolé : on a retrouvé le même problème au Joint Français et dans de nombreuses usines bretonnes. Il est significatif de ce que peut être la «volonté d'industrialisation des régions» de la bourgeoisie, telle que Giscard l'a encore exprimée en Alsace. Les travailleurs et les chômeurs de Bretagne en connaissent toute la démagogie.

L'Allemagne et les criminels

La télévision a montré dimanche soir une prison qualifiée de modèle à Hambourg. Elle a présenté un détenu, dont le journaliste nous a dit qu'il était auparavant «un maniaque sexuel». Cet homme avait subi volontairement, selon le commentaire - une opération qui lui a détruit, dans le cerveau, une zone correspondant à son «agressivité».

Cette expérience vaut qu'on s'y arrête. On sait qu'en Allemagne les révolutionnaires

sont traqués, empêchés d'exercer certaines professions, chassés de leur logement. On sait aussi que la délation est organisée. C'est aussi en Allemagne qu'on pratique cette forme de torture propre qui consiste à isoler complètement sans bruit les détenus pour les rendre fous. C'est ce qu'ont dû subir les anarchistes de la bande à Baader. La police allemande a aussi à son actif la mort d'Holger Meins qu'elle a laissé mourir alors qu'il faisait la grève de

la faim.

Voilà aujourd'hui qu'elle opère les «criminels» en leur enlevant une partie du cerveau. Cette opération rejoint les expériences faites aux USA (Lobotomie) qui permettent de transformer complètement un individu, de le détruire. L'extension de ces méthodes est aisément envisageable contre les opposants politiques et les «déviant» de toute sorte. C'est un grave danger contre lequel nous devons être

4 morts, 12 blessés graves
le chauffeur de l'autocar
avait conduit toute la nuit

Un autocar transportant 37 karatekas qui allaient passer un week end au Mont Lozère, s'est écrasé dans un ravin sur la RN 88 entre St Etienne et le Puy. Des débris du car, on a retiré 4 morts, une trentaine de blessés, dont douze graves. Une information judiciaire a été ouverte par le Parquet du Puy. Les premières constatations ont permis d'établir que le car ne roulait pas à plus de 40 km/h. Le chauffeur n'avait dormi qu'une heure sur 24 depuis son départ. Ce drame est malheureusement courant : on se souvient encore des accidents de la descente de Laffrey qui firent 43 morts en 1973 et 29 en 1975.

Ce sont les économies sur l'entretien des véhicules, les horaires de travail épuisants des chauffeurs qui conduisent à des catastrophes de ce genre.

Le pape : vive l'austérité !

Comme chaque année, à Pâques, le pape a parlé. Comme l'an dernier, il s'est évertué à modérer les exigences populaires face à la crise. Il a notamment déclaré : «Du désir aveugle d'une prospérité exclusivement temporelle peut découler pour l'homme un plus grand malheur, venant de l'accroissement même de sa capacité de désirer davantage». Dit de façon plus simple, cela veut dire que les travailleurs ne doivent pas revendiquer pour des hausses de salaires, car, en pouvant consommer plus, ils deviendront insatiables. Décidément, la hiérarchie catholique change avec le temps. Elle adapte sa propagande à la crise. Dans le temps, elle disait simplement aux pauvres : soyez contents d'être pauvres, vous serez riches dans l'au-delà, ce qui justifiait la domination de la bourgeoisie.

LUTTES OUVRIERES

BOURGEOIS

4 TRAVAILLEURS EN CORRECTIONNELLE
POUR FAIT DE GREVE

Bourgeois, c'est du découpage, et de l'emboutissage. 500 ouvriers dont une bonne partie d'immigrés travaillent dans cette usine. Il n'y en a pas beaucoup parmi eux qui ne soient passés un jour ou l'autre par l'infirmerie ou l'hôpital. Chez Bourgeois, tous les jours, ce sont des doigts coupés, des mains ou des pieds écrasés, des membres fracturés. Ajoutons à cela le bruit insupportable des presses et on a une petite idée des conditions de travail dans cette boîte.

CHEZ BOURGEOIS, C'EST
LE BAGNE !

Un rapport pour le premier trimestre 75 indiquait 16 accidents ayant entraîné un arrêt de travail de plus de dix jours sur un total de 36 accidents. De plus, Bourgeois entrave systématiquement le fonctionnement pourtant bien limité du CHS et se moque complètement de la législation sur la «sécurité du travail». Tous les discours sur la prétendue «revalorisation du travail manuel» dont on nous rabat les oreilles apparaissent clairement ici pour ce qu'ils sont : une vaste opération démagogique !

Du côté des salaires, ce n'est guère brillant non plus : pour le mois d'avril 75, un manoeuvre gagnait 940 F ! Et pour couronner le tout, Bourgeois emploie la répression systématique contre tous ceux qui osent protester. Des feuilles sont établies au moment des augmentations de salaires avec, en face des noms, des annotations de chefs de service ou contre-maîtres.

Par exemple, la liste des «ouvriers ne bénéficiant pas des 17 % d'augmentation» en 75 : un tel, représentant syndical ; un tel, agitateur, mauvais esprit ; un tel, a été remarqué portant une bannière dans un défilé syndical...

C'est pour protester contre ces conditions que le lundi 12 mars 75 les travailleurs de l'entretien se mettent en grève. Ils exigent l'augmentation des salaires, 500 F de prime de vacances, deux bleus de travail par an. Le lendemain, Troch, directeur financier, qui tentait de faire diversion, est retenu dans son bureau : il n'est libéré que sur la promesse de l'inspecteur du travail de l'ouverture rapide de négociations. Le jeudi 15, Bourgeois, refusant toute négociation, est à son tour retenu. Il n'est libéré que sur inter-

vention des flics de la municipalité «socialiste», vers 19 h. La grève continue cependant jusqu'au 28 mars 75. C'est un demi succès, les travailleurs obtenant malgré tout une partie de leurs revendications. Une fois le travail repris, Bourgeois se lance dans une sauvage répression : il veut sa revanche ! Il veut briser cette volonté de lutte d'autant que d'autres travailleurs de Besançon s'étaient mis en grève avec ceux de Bourgeois : Weil, Unimef... Il veut faire un exemple, pour empêcher que se renouvellent de telles luttes ; il

est décidé à frapper un grand coup. Il porte plainte contre quatre travailleurs, à propos des séquestrations.

Bourgeois, le «hâcheur de viande», lui qui n'a jamais été inquiété pour les dizaines de doigts ou de mains coupés dans son usine, poursuit les travailleurs en justice.

La mobilisation a com-

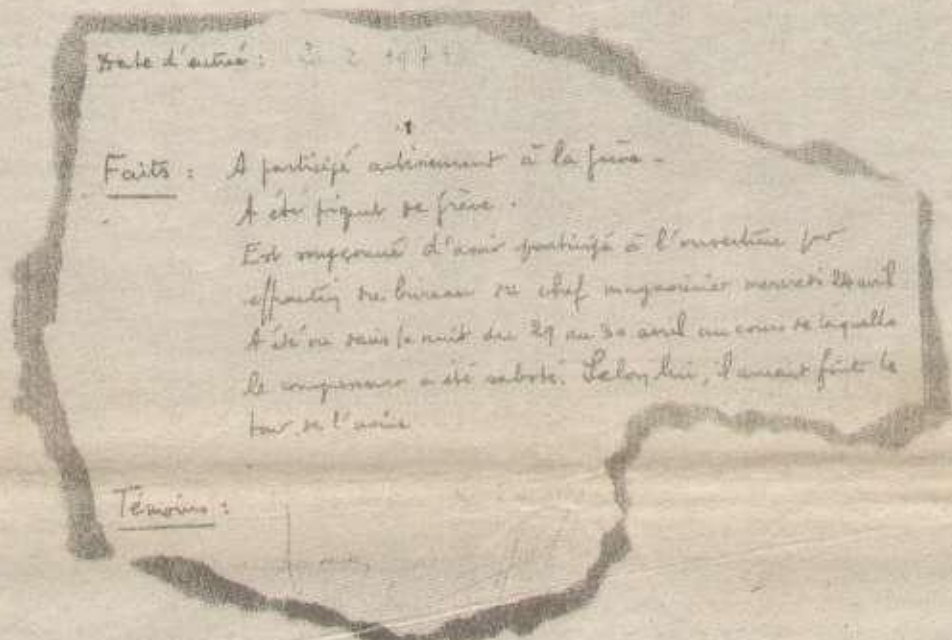
mencé à Besançon : des affiches ont été collées et un débrayage est prévu à l'usine demain. Des membres du Syndicat de la Magistrature viendront au Palais de Justice, en soutien... Il faut empêcher Bourgeois de réussir son sale coup ; il faut empêcher cette nouvelle atteinte aux libertés syndicales.

Gérard PRIVAT

Contre la répression à l'usine Bourgeois : le patron pour pouvoir licencier les délégués CFDT espère les faire condamner par le tribunal pour motif de séquestration lors de la dernière grève.

Rassemblement devant le Palais de Justice au moment du procès à 14 h 30, le mercredi 21 avril

A l'initiative de l'ULCFDT. Possibilité de se procurer à l'UL, 3 rue Champron, le «Dossier Noir de Bourgeois», accidents du travail, bas salaires. Prix : 2F



en bref... en bref...

De nouvelles hausses de prix viennent d'être décidées par le ministre des finances : M^{re} Fourcade. Celles-ci concernent les glaces et crèmes glacées (+3%), les produits cosmétiques et de toilette (+2 à +4%), les boîtes et emballages métalliques (+1,5 à 5%), les concentrés azotés pour alimentation animale (+9%), les profilés en acier (+1,5%).

D'autre part, à partir du 1^{er} avril, le prix de la journée d'hôpital dans un établissement privé est fixé à 143,13F, soit un bond de 10,40%. Année 76, «année de qualité de la vie» : les travailleurs en font l'expérience tous les jours, mais il est vrai, la qualité ça n'a pas de prix !

VIE SYNDICALE

Saviem (Caen)

Nouvelle manœuvre du PS
contre un syndicaliste
révolutionnaire
dans la CFDT

Les élections professionnelles à la SAVIEM avaient lieu le 9 avril dernier. Profitant qu'un délégué du personnel, syndicaliste révolutionnaire, militant du P.C.R.(m-l), était malade, les responsables réformistes de la section CFDT l'ont écarté de la liste. Le prétexte qu'ils ont osé invoquer est que ce délégué n'avait pas été assez combatif ces derniers temps (!). Allons, messieurs du PS, trêve de plaisanterie : ne serait-ce pas plutôt parce que

ce camarade, au contraire, a lutté pour que se crée un réel mouvement de soutien aux grèves sectorielles qui viennent de se dérouler à la SAVIEM ? Alors que, pendant ce temps, les réformistes, craignant sans doute que ces mouvements partiels ne prennent de l'ampleur, et ayant en vue l'échéance électorale, n'ont rien fait qui puisse aider les grévistes du «traitement thermique» à rompre l'isolement auquel les condamnait la Direction. Soyons clairs : cette nouvelle manœuvre de couloir, venant après plusieurs autres que nous avons déjà vivement dénoncées, n'est pas de pur hasard : elle s'inscrit dans le cadre de la préparation du 37^e Congrès, la direction confédérale visant à écartier les syndicalistes révolutionnaires de leurs postes de responsabilité et à leur retirer leur mandat. Le Comité Central du P.C.R.(m-l) a adressé aux dirigeants confédéraux une lettre ouverte pour leur demander de s'expliquer sur le sens de ces évictions en chaîne. Daigneront-ils y répondre ?

• RHONES ALPES : CONFECTION (Belley) : 30 OUVRIERES LICENCIÉES

Depuis quelques mois, le patron de cette petite entreprise de confection licenciait une à une 14 des 30 ouvrières. Depuis le 1^{er} février, il ne leur a toujours pas versé leur salaire ! Et, comble de cynisme, il vient de jeter au chômage les 16 ouvrières restantes. Sans salaires, et sans indemnité...

TÉLIC
(Strasbourg)Renforçons la lutte
pour nos revendications

Le 15 avril, désirant débouquer la situation et permettre l'ouverture de négociations, les sections CGT et CFDT, avec les travailleurs de Telic, avaient décidé de suspendre l'action en cours. La direction a tenté d'imposer à la délégation chargée de négocier, des personnes non représentatives dans le conflit en cours, en particulier la CGC. Mais on a obtenu qu'ils quittent la salle. Un délégué non gréviste a d'ailleurs refusé de répondre à cette «invitation» patronale afin, a-t-il dit, «de respecter la volonté des grévistes». Sur quoi la direction a répondu : «c'est dommage pour l'avenir». Autrement dit, elle passe aux menaces sur les droits syndicaux. Qu'ont donné ces négociations ?

Pour les secteurs Crossbar, circuits nus et mini-relais, application de mesures provisoires sur les conditions de travail...

Pour les problèmes d'ensemble, la direction va réunir les travailleurs par petits groupes pour qu'ils expriment leur doléances, elle veut attendre vers d'autres formes de travail et de rémunérations.

Cette forme de collaboration entre ouvriers et patron

n'est rien d'autre que «des groupes de réflexion sur les conditions de travail» (déjà vivement dénoncées par les travailleurs de Brandt). Ces groupes ont pour but de faire passer les mesures de la réforme de l'entreprise, l'enrichissement des tâches...

«Nouvelles formes de rémunération» ? La direction proposerait-elle en fait aux travailleurs de déterminer eux-mêmes le degré de leur exploitation ?

Nous réclamons 300 F pour tous, la direction lâche 6 % au 1^{er} avril, les salaires inférieurs à 1 700 F auront 50 F supplémentaires. Face à la revendication «40 H payées 43 heures», le patron propose de remonter à 41 heures, essayant par ce biais de récupérer la production perdue pendant la grève.

Enfin pour ce qui est des trois jours de franchise en cas de maladie, la direction répond qu'il y a possibilité de négocier les critères d'absentéisme... Il faudrait, en somme, que les travailleurs soient moins malades, que les femmes soient plus enceintes (la maternité étant considérée comme maladie !)

Sur la cinquième semaine de congés payés, l'entre-

d'information syndicale payée par mois, le paiement des jours de grève, la réponse c'est non !

Quant à la levée des sanctions pour faits de grève, la direction maintient les sanctions prononcées, en particulier le licenciement d'un délégué du personnel titulaire et d'un militant CGT... On leur reproche d'avoir fracturé une porte de la cafétéria. Il n'y a absolument aucune preuve, seulement des témoignages vagues.

Il a fallu plus de quatre heures de «négociations» pour aboutir à ce résultat. Les travailleurs en lutte l'ont estimé insuffisant, bien que les propositions de la direction soit un résultat de notre action. Nous avons donc décidé de poursuivre l'action. Dès ce matin, les sections syndicales appellent l'ensemble du personnel à arrêter le travail.

Correspondant Telic

Atteinte aux libertés
démocratiques
dans la région parisienne

Une fois de plus, des entreprises de la région parisienne sont le théâtre d'atteintes aux libertés syndicales. A Stains, c'est à l'usine Duco que des sanctions ont été prises contre des délégués CGT : 2 jours de mise à pieds pour 2 délégués. Toujours à Stains, c'est à l'entreprise CGR qu'un technicien, ancien délégué CGT s'est vu frappé de deux jours de mise à pieds. Le prétexte invoqué est une faute professionnelle mais la pilule est un peu dure à avaler. Chez Citroën Nanterre, la CFT, n'a pas pu supporter son recul aux dernières élections professionnelles. Elle a monté de toute pièce, avec la direction de l'usine un incident qu'elles ont voulu faire endosser à un militant CGT de l'entreprise. C'est un prétexte dont s'est saisi la police pour une garde à vue de 24 heures contre ce militant CGT. Tout est bon au pouvoir pour remettre en cause les droits syndicaux acquis par les travailleurs.

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

FOYERS SONACOTRA

HALTE À LA RÉPRESSION, NON AUX EXPULSIONS RETOUR DE NOS CAMARADES !

Les attaques de la bourgeoisie contre nos libertés démocratiques se multiplient.

Ce sont les atteintes aux libertés syndicales, comme encore récemment le licenciement d'un délégué CGT des Câbles de Lyon, ou l'agression sauvage contre un délégué CGT de Villeneuve Lagarenne, grièvement blessé par balles.

C'est la répression féroce contre les paysans et l'occupation policière du midi viticole.

C'est enfin le matraquage et les provocations contre les manifestations étudiantes.

Avec cette rafle dans les foyers Sonacotra, une nouvelle étape est franchie. Là encore, comme lors de la répression des syndicalistes aux moments de l'affaire des soldats en décembre, la bourgeoisie s'attaque à ce qui contient en germe une intention révolutionnaire : une grève dure, combative, où les travailleurs se sont donnés une forme d'organisation en dehors et même contre les organisations réformistes et révisionnistes et qui n'est pas contrôlée par celle-ci : le Comité de Coordination des Foyers en lutte.

Une grève qui pourrait, avec le développement de l'unité populaire autour des foyers en grève, accélérer l'éclosion du mouvement d'ensemble. Face à cette répression, les partis de gauche s'ils protestent d'une façon indignée, ne le font que parce qu'ils pensent que cela peut les aider à se donner une image de marque de défenseur des intérêts des

travailleurs. Mais leurs divergences avec la bourgeoisie au pouvoir ne portent que sur la manière de procéder.

Si le PS s'est toujours distingué par son absence tout au long de la grève, le PCF lui, a essayé de casser à plusieurs reprises cette lutte qu'il ne pouvait pas contrôler. C'est en décembre, la tentative d'imposer un protocole d'accord par l'intermédiaire de la CGT, ce sont les articles de l'Humanité traitant les grévistes de gauchistes, enfin alors que les résidents demandaient de l'aide aux municipalités après des menaces de coupures de gaz et d'électricité par la Sonacotra, la seule réponse des élus révisionnistes était de les décourager par tous les moyens de continuer cette lutte «qui était perdue d'avance...». Nous n'avons rien à attendre de ces gens-là, pour défendre nos droits, développer nos luttes.

Il nous faut dénoncer leurs manœuvres. Il faut aussi répondre du tac au tac aux attaques de la bourgeoisie car «lorsqu'une partie de la classe ouvrière est attaquée, c'est toute la classe ouvrière qui est attaquée» comme le disait un délégué à la manifestation de Saint Denis.

Et ce qui est en jeu à travers cette lutte pour les libertés démocratiques, c'est la remise en cause de la politique de crise de la bourgeoisie. Développons l'unité populaire autour des foyers. Interdisons toutes nouvelles expulsions, exigeons le retour de nos camarades.

UN SOUTIEN LARGE ET IMMEDIAT

Dimanche 9 h 30, les travailleurs du foyer Romain-Rolland de St Denis, circulent dans la cité autour du foyer, pour populariser leurs luttes, et appeler à la manifestation de protestation contre les expulsions (3 délégués du foyer ont été expulsés) qui doit partir à 10 h 30 pour St Denis. De nombreux jeunes du FJT de la cité rejoignent la manifestation. Parmi eux de jeunes membres du PCF qui nous déclarent : «Je ne comprends pas pourquoi mon parti n'a pas voulu venir, je pense que c'est une erreur...!».

C'est ainsi un cortège de plus de 300 personnes qui s'ébranle en direction du centre de St Denis avec banderoles, panneaux qui ont été écrits par les travailleurs du foyer expliquant leur lutte et protestant contre la répression. En arrivant devant la mairie de St Denis, on a pu remarquer l'absence de tout membre et représentant de la municipalité de ce PCF qui prétend si bien défendre les travailleurs.

Le cortège traverse alors les rues animées de St Denis le dimanche matin et se grossit pour atteindre 1500 à 2000 personnes, montrant par là comment les problèmes des travailleurs immigrés victimes de la répression sont proches des préoccupations de l'ensemble des travailleurs. Un cortège extrêmement combatif, des cités HLM et un autre foyer d'immigrés, se retrouvent devant le foyer Romain-Rolland.



Là, une prise de parole des délégués invite, devant le succès de la manifestation et le nombre de ses participants, les derniers résidents hésitants à se joindre au cortège, qui parcourt une dernière fois la cité de la courtoine.

Les mots d'ordre «Non aux hausses des loyers» - «Unité contre la répression» recueillent un accueil favorable de la part des habitants des HLM environnant. Après une dernière prise de parole appelant à la manifestation du samedi 24 à 14 heures à Barbès, les travailleurs français, présents à la manifestation étaient invités à entrer au foyer pour discuter avec les travailleurs en lutte et à une réunion du comité de soutien le soir même à St Denis pour faire un bilan de la journée et voir comment élargir maintenant le soutien !

Corr. St Denis

De partout des témoignages de soutien

Tout au long de la manifestation, nous avons entendu nombre de témoignages d'habitants des quartiers qui apportent leur soutien aux travailleurs immigrés en lutte contre les expulsions. Voilà, par exemple, ce que disait une famille populaire de la cité voisine : «Ils se battent, c'est normal ; nous on paie 750F de loyer, il y a trois ans, on payait 450F. Nous avons été à la manifestation et s'il y a une pétition, on la signera et on la fera signer, il ne faut pas accepter de se faire expulser».

Les travailleurs estiment qu'il faut passer outre les divisions entre français et immigrés, divisions entretenues par la bourgeoisie. Voilà encore ce que l'on pouvait entendre aux abords de la manifestation de dimanche : «De toute façon, qu'on soit blanc, jaune ou noir, nous devons défendre nos droits tous ensemble». Ils ont raison, il ne faut pas se laisser faire, d'où qu'on soit, on a les mêmes intérêts. «C'est normal qu'ils défendent leurs droits. On les réprime parce qu'ils luttent ! On est avec eux !»

L'indignation est grande face à l'intervention des forces de répression : «C'est

honteux, ils agissent comme des bandits qui prennent des otages !» Un résident du foyer de Champigny témoigne : «A 5 heures du matin, des inspecteurs en civil ont débarqué, c'est le directeur qui leur a montré les chambres. Le gérant (un copain du maire PCF) est raciste... C'est comme ça que les flics ont pu embarquer les camarades, un Portugais et un Algérien. Ils ont bloqué les portes et les ascenseurs...».

C'est alors que des groupes de jeunes, se joignant à la manifestation, scandaient à pleins poumons :

- Retour des camarades !
- Français-Immigrés, même combat !
- Non aux expulsions !
- Dehors les gérants racistes !

Un étudiant en lutte qui participait à la manifestation nous disait : «Nous sommes en lutte contre la réforme Soisson, on nous a envoyés les flics. Nous ne voulons pas être des cadres au service des patrons. Les travailleurs immigrés se battent pour leurs revendications, pour la liberté d'expression, on les expulse, alors nous, on est avec eux !».

(propos recueillis par P. Pujol)

LES REVENDICATIONS

Ces arrestations (Ferreira et Ben Amar, le 7 avril ; Moussa Konate maintenant, détenu au dépôt de l'île de la Cité), les seize expulsions qui viennent d'avoir lieu, voilà toute la réponse du pouvoir aux revendications des résidents Sonacotra en lutte depuis quinze mois.

- contre la hausse des loyers (270 F, c'est une somme démesurée pour une pièce de six mètres carrés)
- contre les règlements intérieurs militarisés
- pour la suppression des postes de gérants flics et racistes
- pour un statut de locataire
- pour les droits sociaux, politiques et syndicaux des travailleurs immigrés.

Interview d'un des responsables de la coordination des foyers en lutte

QdP : Quelles ont été les réactions suite à l'arrestation des délégués ?

A Champigny ils ont repris confiance en eux, ils ne séparent plus les revendications des questions de répression comme le PCF qui dit «il y a répression à cause des revendications».

A Nanterre, les camarades du foyer n'ont pas été au travail, et sont allés en manifestation jusqu'au consulat d'Algérie de Nanterre.

Le PCF, avait diffusé un tract «de soutien», appelant à un meeting le lendemain à 10 h 30. Il essaie maintenant que c'est bien parti, de prendre la tête du mouvement à St Denis, il n'a pas réussi. Le samedi à 9 h 45, on a vidé tout le foyer et on est venu en délégation à St Denis à la bourse du travail

pour contrôler la réunion du comité de soutien.

Le PCF s'est retrouvé tout seul devant le foyer. Diarra, le délégué du foyer, Allende qu'il déplace partout a parlé «vous voyez là-bas (en montrant le foyer) c'est les gauchistes», la télé qui était là, a cadré trois personnes pour donner l'impression que tout le foyer était plein. Ce n'est pas grave, comme ça tous les travailleurs sont au courant de notre grève et personne ne comprendra où il veut en venir.

QdP : Comment après la réunion de la coordination, voyez-vous la suite de la lutte ?

Après l'étape positive d'aujourd'hui, nous devons réussir la grande manifestation de samedi 24 à Barbès, mobiliser tous les foyers sur nos trois

mots d'ordre :

- Arrêt de la répression
- Retour des camarades
- Satisfactions des revendications.

De toute façon, d'ici samedi des questions sont posées et en particulier : que fera la direction CFDT, dont on a pu mesurer les hésitations à choisir son camp à chaque moment important, à chaque difficulté ?

Il est important que la popularisation se développe dans les usines où travaillent les résidents. Déjà des pétitions commencent à circuler dans plusieurs usines métallurgiques, à Chausson, à Renault, etc...

Ce mouvement doit se développer, jusqu'à ce que les ouvriers résidents eux-mêmes assurent une grande partie de la propagande.

Une répression préméditée

Le 27 mars 1976, les résidents des foyers Sonacotra de Champigny (77), Dammarie les Lys (77), Pierrefitte (93) et Nanterre-Ville (92) avaient reçu une lettre de la Sonacotra les menaçant d'expulsion de leur foyer s'ils ne payaient pas les loyers et le retard depuis la grève dans un délai de 8 jours.

Le pouvoir organisait déjà la répression pour casser le mouvement : non renouvellement de cartes de séjour dans les préfectures, menaces d'expulsion hors du territoire pour des délégués algériens, marocains, et portugais, et menaces d'expulsion de résidents de plusieurs foyers, aujourd'hui mises en application. Ceci s'ajoute aux intimidations policières et aux provocations diverses, comme ces coups de feu tirés récemment sur les foyers de Garges les Goneses et de St Denis et qui ont brisé les vitres des chambres de plusieurs résidents.

Mais comme devait le déclarer le Comité de Coordination : «Si le pouvoir refuse de négocier, le mouvement s'étendra progressivement à toute la France avec le soutien des travailleurs français qui, par dizaines de milliers ont déjà signé la pétition nationale de soutien à notre lutte».

POLITIQUE

Les désillusions de Servan Schreiber

C'est la question que pose Servan Schreiber dans son éditorial de l'Express : « Je suis convaincu qu'en semaine après l'élection, les trois quarts des Français... souhaitent voir le nouveau président changer les choses, forger une autre France... M. Giscard d'Estaing commit une faute originelle qui entraîne la suite, ne pas se conduire en maître de sa base parlementaire, alors qu'il pouvait l'être... Et le président Trancha dans le sens de la temporisation... ». D'après lui, ceux qui ont voté Giscard pour le changement regardent maintenant ailleurs : « Il lui reste ceux qui ont peur, c'est à dire les 40% dont Chirac est (le chef naturel) ». Mais JJSS croit que Giscard peut encore « mobiliser la nation, en constatant que le premier choix n'est plus de mise aujourd'hui et qu'il faut prendre un autre parti ».

JJSS exprime tout haut des divergences qui partagent la majorité : on se rappelle que c'est sur la question de la force de frappe, donc des rapports avec les autres impérialismes (US, Europe...) que JJSS s'est tout d'abord opposé à l'UDR dans le premier gouvernement Chirac, avant d'être démissionné.

Mais les divergences qu'exprime aujourd'hui JJSS portent sur la manière de faire passer la politique de répression de la bourgeoisie : le thème central de la propagande doit-il être l'« Etat fort », ou la « Réforme » ?

Le choix de Chirac, « homme à poigne », comme « coordinateur », et la réaffirmation que « les réformes continuent », montrent que Gis-

card tente de concilier les deux tableaux.

Devant le recul électoral de la majorité, au profit surtout du PS, JJSS sollicite Giscard : pour enrayer cette fuite de l'électorat, il faut nous regonfler, nous autres « réformateurs » : nous seuls sommes capables de faire prendre au sérieux le « changement ».

Si tant est que JJSS soit capable de faire prendre quelque chose au sérieux, lui qui n'a même pas pu empêcher le comité directeur de son parti de voter bon gré, mal gré, une motion de soutien à Chirac.

C'est la mission de ce dernier que de masquer



l'aggravation des divergences dans la majorité. Il n'aura pas la tâche facile, même si tous les partis lui ont prêté allégeance. Et pour commencer, aux législatives de Tours, un « réformateur » s'oppose à Jean Royer, soutenu par l'UDR.

Cette aggravation des divergences, la question de JJSS reflètent les difficultés

ETUDIANTS Coordination de Toulouse LE DEBAT SE CLARIFIE

Le sérieux de l'organisation, c'est ce que les participants à la Coordination Nationale de Toulouse ont tous remarqué : un amphithéâtre séparé pour les observateurs afin d'éviter les bourrages de salle, neuf heures de validation des mandats, distribution aux délégués d'une quarantaine de motions votées par les facultés, un service d'ordre conséquent. Celui-ci eut d'ailleurs à faire face à l'habituelle tentative de l'UNEF-PC de bourrer la salle : ils agressèrent le SO et trois étudiants du SO furent blessés dont un fut emmené à l'hôpital, la machoire fracturée. Dénonçant ces pratiques de l'UNEF, une motion est votée à la très grande majorité.

La Coordination a montré l'élargissement du mouvement : de nouvelles faces, en particulier de Médecine, se sont mises en grève. Au total : + 300 délégués pour 94 facultés.

Dès le début de la coordination, un problème se pose : de quoi va discuter la Coordination ? Va-t-elle se contenter comme d'habitude de discuter d'une manifestation tel jour plutôt qu'un autre puis de sanctionner par un vote les rapports de force entre les différentes organisations ou va-t-elle engager un débat sur : où en est le mouvement étudiant ? Comment vaincre ? L'attitude des organisateurs de Toulouse, l'intervention de différents délégués, par exemple un délégué de Bordeaux qui demande « non un échange de motion comme à Amiens, mais un véritable débat de fond », fond que la Coordination de Toulouse marquera, par rapport à Amiens, un progrès dans la discussion politique.

Dès le premier point de l'ordre du jour, le débat est lancé et ne va pas cesser de se clarifier. D'un côté, ceux qui affirment qu'il n'y a pas de solution pour le mouvement étudiant en dehors d'une perspective clairement anti-capitaliste et anti-réformiste, de l'autre, tous ceux qui voient cette nécessité derrière les négociations avec les directions syndicales.

Le premier point a été discuté, c'est une motion présentée par Jussieu et Charles V, condamnant le précédent collectif national pour avoir trahi son mandat lors des négociations avec les syndicats.

En effet, non seulement la motion votée majoritairement à Amiens (Villetaneuse) était très floue sur la base politique du mouvement (elle n'avait que deux mots d'ordre : « Abrogation de la réforme du deuxième cycle » et « grève générale de l'université ») mais encore ceux qui étaient dans le collectif (LCR, UNEF-AJS, UNEF-PC) ont été jusqu'à mettre sous la table le deuxième mot d'ordre pour ne pas « effrayer » le SNES-UP ! Cette motion fut repoussée par 100 voix contre 65 et 150 abstentions.

Au cours de la nuit, les positions allaient se préciser. L'UNEF-PC demandant de restreindre le mouvement à une lutte contre la réforme et pour de meilleures conditions d'étude. La LCR faisant la même chose pour « pousser le SNES-UP à entrer dans la lutte ». A l'inverse de nombreux délégués montraient que la voie de la lutte ce n'était pas de « céder devant les directions syndicales réformistes mais d'être aux côtés des travailleurs contre la bourgeoisie ». Par exemple, un délégué de Clignancourt : « la liaison effective avec les travailleurs passe nécessairement par une remise en cause du rôle actuel de l'université, et du rôle que la bourgeoisie veut faire jouer aux étudiants. Ainsi cette liaison dépend de la victoire au sein du mouvement étudiant des tenants d'une perspective révolutionnaire et de la défaite politique des idées réformistes. Car, tous ceux qui nous parlent de l'alliance avec les travailleurs sans préciser la perspective révolutionnaire, n'ont pour rôle que de ramener la lutte étudiante derrière les organisations réformistes et révisionnistes qui ne représentent, ni les intérêts du mouvement étudiant et encore moins ceux de la classe ouvrière ».

C'est vers six heures du matin que les positions se

cristallisèrent sur des motions précises. La motion 1 (191 voix), résultat de marchandages entre la LCR, l'UNEF-PC, le MARC et l'UNEF-AJS et voté notamment par la majorité de Tobliac, par Censier, Villetaneuse est une plateforme corporatiste, réformiste qui conduit le mouvement étudiant dans une impasse : soumettre la lutte à la négociation avec les directions syndicales réformistes. Dans cette motion, pas de condamnation claire de l'université bourgeoise, rien sur le danger réformiste qui guette le mouvement, et pour cause, ils sont à la direction !

La motion 2, (72 voix), votée notamment par la minorité de Tobliac, par Jussieu, Charles V, Clignancourt, a, elle, le mérite de poser et la lutte nécessaire contre l'université bourgeoise, et l'unité avec les travailleurs, par seulement au travers de négociations avec les directions syndicales.

Ceci dit, la « gauche » qui s'est dégalée contre les révisionnistes du PC et leur caution de gauche trotskyste ne doit pas en rester là. Elle doit aujourd'hui lever les illusions qui se reflètent dans la motion 2 sur la possibilité « d'obtenir que le soutien des directions confédérales CGT-CFDT

FEN ne soit pas purement verbal », ce qui esquive la question des buts politiques que poursuivent ces directions syndicales aux mains du PC et du PS. Elle doit aujourd'hui montrer que la liaison avec les travailleurs passe par la liaison avec ce qu'il y a de plus conscient dans la classe ouvrière et donc passe par la lutte contre le révisionnisme.

La Coordination Nationale s'est ensuite séparée vers onze heures dimanche matin après la décision d'une montée nationale à Paris le 23 (de leur côté, l'UNEF et le SNES-UP appellent à deux journées d'action les 21 et 22 avril).

FORCE NUCLÉAIRE : UN REVIREMENT DU PCF ?

Invité par la Fondation pour les études de défense générale, le président de la commission militaire du PCF, Louis Baillot, aurait, si l'on en croit plusieurs organes de presse, déclaré : « Dans les conditions actuelles, l'arme atomique peut être considérée comme un élément de l'indépendance politique. Le problème est celui des missions de la force nucléaire, plus que celui de son existence matérielle ». Ces phrases, bien que nuancées et prudentes, posent la question suivante : le PCF est-il en train de réviser sa position sur le point très important de la suppression de la force nucléaire ?

« L'Humanité » d'hier a démenti, sans conviction, cette interprétation, indiquant sèchement que « l'information n'est pas conforme à la vérité ». Mais, il apparaît pourtant qu'une nouvelle politique se fait jour au sein du PCF. Déjà, en novembre dernier, au colloque du Front Progressiste sur « Défense nationale d'alliance atlantique », Baillet n'avait pas explicitement refusé la force nucléaire. Il avait dit : « La priorité à la défense nucléaire

a porté préjudice aux forces conventionnelles », insistant sur la nécessité du « consensus populaire » sur la défense, sans l'opposer à la force de dissuasion. Sa nouvelle prise de position illustre la manière dont le PCF s'engage, prudemment, sur cette voie.

Le programme commun, datant de 72, prônait pourtant expressément « la renonciation à la force nucléaire stratégique, sous quelque forme que ce soit », alors que

« changer de cap », programme du PCF de 71, parlait même d'abandonner les « armements nucléaires tactiques ». Le PS, notons-le, n'a pas officiellement abandonné la référence au programme commun sur cette question, mais toutes les prises de position récentes, en particulier celles du Henu, (chargé des questions militaires dans ce parti) ne font pas de doute sur son acceptation de la force nucléaire, stratégique et tactique.

La prise de position prêtée à Louis Baillot, répond donc, à l'évidence, à la nécessité pour le PCF, de tenir compte des conséquences concrètes de la divergence avec son allié, dans la perspective des futures campagnes électorales : la majorité giscardienne n'a d'ailleurs jamais manqué une occasion de souligner cette incohérence.

Cependant, ce n'est sans doute pas la seule raison

d'une nouvelle position que pourrait prendre le PCF. En effet, l'URSS a toujours systématiquement combattu, au nom de la détente, les forces nucléaires des pays européens, celle de la France en particulier. Jusqu'à présent, le PCF, sous prétexte de cette détente et des intentions prétendument pacifiques de l'URSS, a toujours défendu la même thèse, faisant le jeu des menées agressives soviétiques. S'il venait donc, comme l'indiquent les paroles attribuées à Baillot, à réviser sa position, il s'agirait alors d'un nouveau jalon dans la distance prise par le PCF vis à vis de l'impérialisme soviétique, après l'affaire Pliouchtch, la dénonciation des camps soviétiques et les attaques contre la politique soviétique vis à vis de l'équipe giscardienne.

Paul LEFORT

Ces jours derniers, 3 militants marxistes-léninistes ont été arrêtés à Lorient. L'un d'entre eux est toujours détenu. Les conditions dans lesquelles ces camarades ont été interpellés sont particulièrement scandaleuses et le grief qui leur est fait : se trouver dans une voiture vide de matériel lors d'un contrôle de police, après que des affiches aient été collées dans la ville est sans la moindre consistance.

Ainsi, la bourgeoisie ne se contente-t-elle plus de réprimer les mouvements de lutte de la classe ouvrière ou les actions révolution-

naires des masses, encore pratique-t-elle à vaste échelle l'arbitraire et l'intimidation, légalisées depuis peu par les dispositions concernant la soi-disant sécurité des Français. Après les syndicalistes et soldats déferés devant la Cour de Sécurité de l'Etat, ce sont aujourd'hui 3 militants de l'Humanité Rouge qui sont poursuivis. Encore une fois, la répression est politique ! Mobilisons-nous contre cette nouvelle atteinte aux libertés démocratiques ! Exigeons la libération immédiate et l'arrêt des poursuites contre ces trois camarades !

M. C.

INTERNATIONAL

Palestine occupée UN ENFANT TUÉ PAR LES BALLES SIONISTES

A Ramallah, les affrontements ont continué. Une manifestation a eu lieu pour les obsèques des deux personnes assassinées. Au cours de cette manifestation, la population criait des mots d'ordre hostiles à la colonisation sioniste, au sionisme en général et des mots d'ordre de soutien à l'OLP. Cela se passe justement au moment où les colons sionistes décident d'organiser une marche pour affirmer qu'ils veulent toujours coloniser la Cisjordanie. Ils sont environ 40 000 sionistes en train de défiler du nord de Ramallah jusqu'à Jericho pour ce but. Dans la plupart des villes de Cisjordanie, la population palestinienne s'est organisée pour faire face à ce cortège. A Ramallah, à Bireh, à Jenin et à Naplouse, la population crie contre la politique de colonisation et demande la vengeance. Les drapeaux palestiniens sont hissés, ainsi que des potences représentant la fin du sionisme. Des pierres ont été lancées par la

population contre le service d'ordre de la marche des sionistes composé par des policiers et des parachutistes. Il est clair que c'est l'Etat sioniste qui organise cette marche.

La marche des colons sionistes est la réponse à la «Journée de la Terre» du 30 mars, organisée par le peuple palestinien vivant en Palestine, pour

s'opposer à la colonisation des terres par les sionistes. Par cette marche, les sionistes montrent qu'ils sont prêts à poursuivre leur politique d'agression contre le peuple palestinien.

Le soulèvement commencé il y a quatre mois montre quelque chose de fondamental : c'est le

soutien à l'OLP du peuple palestinien directement sous l'occupation. Tout au long des quatre mois, à chaque occasion qui s'est présentée, les masses ont affirmé leur ralliement à l'OLP avant tout autre point. C'est le fruit du travail de l'OLP en leur direction depuis des années et principalement depuis 1973.



LIBAN Accord Syrie-OLP contre le complot américain

Le président Frangé semble avoir promulgué l'amendement à l'article 73 de la constitution. Cet amendement devrait permettre l'élection d'un nouveau président avant la fin du mandat du président actuel... Mais il semble que le texte promulgué soit entre les mains de Frangé, qui ne veut pas le donner avant que le candidat suivant ne soit choisi par ses alliés, les Phalanges et Chamoun...

C'est l'accord entre la Syrie et l'OLP qui semble actuellement changer la situation politique au Liban. Il semblerait que cet accord demande le retrait des troupes stationnées du Liban, entrées il y a au moins une semaine et stationnées à l'intérieur de la frontière libanaise. Ce point de l'accord

n'est pas encore très clair mais l'accord a surtout porté sur la nécessité de s'opposer en commun au complot américain qui cherche à diviser les forces arabes capables de lutter contre l'Etat sioniste.

Cet accord a été critiqué par Chamoun, ministre de

l'intérieur qui voit dans l'accord un obstacle à l'arabisation et à l'internationalisation du conflit au Liban. Il dit «Ils sont allés jusqu'à interdire l'intervention américaine...» et plus loin «ils veulent nous interdire d'être souverains dans notre propre pays». Pour Chamoun, les Etats-Unis et le Liban ne font qu'un. Jomblatt, chef de la «gauche», s'est déclaré favorable à l'accord alors qu'il avait accusé la Syrie lors de sa dernière intervention.

Au même moment, les phalanges organisent la partition : dans les régions qu'ils occupent, une «poste», un «tribunal civil» ont été créés

pour assurer le fonctionnement d'une administration phalangiste, se passant de l'administration nationale.

D'un autre côté, l'ambassadeur soviétique au Liban, Soldatow, a rencontré Yasser Arafat, et lui a remis un message de dirigeants soviétiques. La «Pravda» du dimanche parle de «sauver le Liban d'une intervention impérialiste étrangère». C'est la pratique habituelle de l'Union Soviétique : après la défaite du complot américain, elle essaie de récupérer la victoire des forces patriotes au Liban. Sa flotte est au large du Liban, comme celle des Etats-Unis.

Chine L'UNITÉ DU PEUPLE CONTRE LA VOIE BOURGEOISE

Dimanche 18 avril, à Pékin, un important éditorial du «Quotidien du Peuple» tire les leçons de l'incident politique de la place Tien-An-Men. Il donne un premier bilan de la lutte entre les deux voies dans la dernière période. Loin de penser, comme la presse bourgeoise, voudrait nous le faire croire, que cet événement reçoit le signe d'une instabilité politique, l'organe central du Parti Communiste Chinois affirme que cette mauvaise chose se transforme en une bonne : «Il jette une lumière crue sur la loi et les caractéristiques propres à la lutte de classes pendant la période historique du socialisme pour permettre au peuple... d'en tirer un enseignement vivant».

D'autre part, le Quotidien du Peuple souligne que l'incident de Tien-An-Men n'est que l'aboutissement d'une longue campagne d'un certain nombre de responsables contre révolutionnaires qui ont répandu de fausses nouvelles, entrepris des activités fractionnistes, et même organisé une sorte de plébiscite pour que Teng Siao Ping soit premier ministre. Teng Siao Ping, qui a été démasqué lors des récents événements, n'est donc que le représentant le plus en vue d'une ligne qui est présente dans le Parti Communiste Chinois et représentant des forces sociales encore actives en Chine.

La lutte contre cette ligne et contre ce groupe de responsables engagés dans la voie capitaliste doit donc continuer. Comme dans les luttes engagées, contre les lignes de Liu Chao Chi et Lin Biao, il faut non seulement dénoncer et éliminer les représentants les plus en vue de la voie bourgeoise, mais aussi en rechercher par une mobilisation du

peuple et du Parti, les racines profondes.

Pour la poursuite de cette lutte, l'éditorial est résolument optimiste, car les ennemis ont prouvé leur faiblesse et le peuple chinois, autour du Parti Communiste et du président Mao, sa force invincible : «Cette poignée d'ennemis de classe affichaient une apparente arrogance, mais en réalité ont manifesté une extrême faiblesse. Le fait qu'ils ont mis tous leurs atouts dans le jeu a précisément prouvé qu'ils sont une classe vaincue, moribonde, désespérée et décadente».

L'article rappelle la nécessité d'être clément et patient envers les éléments trompés, politique traditionnelle du Parti Communiste Chinois puisqu'elle a été précisément appliquée à Teng Siao Ping ; mais il souligne : «Il nous faut exercer la répression à l'égard de la poignée de contre révolutionnaires qui attaquent le président Mao, essaient de diviser le Comité Central du Parti, et sabotent la lutte contre le vent déviationniste de droite».

Oui, la lutte de classes continue en Chine, cela n'est nullement la preuve d'une faiblesse ou d'une instabilité quelconque ! Avec l'expérience de dizaines d'années de luttes, le Parti Communiste et le peuple chinois ne craignent pas les tentatives réactionnaires comme le dit le Quotidien du Peuple et comme l'a bien montré la mobilisation populaire massive à l'occasion de l'incident de Tien-An-Men, «les contre révolutions sont toutes de courtes durées, car les masses populaires veulent la révolution et ne tolèrent absolument pas les activités contre révolutionnaires».

en bref...

Sahara Occidental

Lors de leur rencontre à Rabat, Mokhtar Ould Daddah, président de la Mauritanie et Hassan II, roi du Maroc ont fixé la ligne de partage du Sahara, qui avait été laissée dans l'imprécision au moment de l'accord de Madrid. Le 24^e parallèle constitue la ligne, et ainsi le Maroc s'attribue les deux tiers du Sahara, avec notamment les mines de phosphates et les concessions pétrolières d'El Aïoun. A vouloir s'allier avec le roi du Maroc pour réaliser ses rêves d'expansion, Ould Daddah peut bien tout perdre. Aujourd'hui le roi du Maroc lui attribue la portion congrue du Sahara qu'ils ne parviennent pas à occuper, mais en même temps, il envoie ses troupes soutenir les forces mauritaniennes, et commence ainsi discrètement à prendre en mains le pays qu'il a toujours revendiqué, la Mauritanie.

Tchécoslovaquie

Le quinzième congrès du P«C»T s'est achevé sans surprise par une déclaration de Jakes, président de la commission de contrôle et de révision du Parti, affirmant qu'il n'était «permis à personne de remettre en cause les effets positifs» des épurations qu'il a pratiquées en 1969, touchant plus d'un demi-million de membres.

La France rompt l'accord franco-algérien sur le gaz

Paris a officiellement signifié à la Sonatrach la rupture de l'accord signé le 2 avril dernier entre cette compagnie nationale algérienne et Gaz de France. Ce contrat portait sur une importante livraison de gaz naturel algérien, puisque 70 milliards de mètres cubes devaient être livrés à Azzew (Algérie), puis transportés vers la France par des navires méthaniers ; la compagnie nationale algérienne de navigation acceptait d'assurer la moitié des activités du transport maritime. Les premières livraisons devaient être effectuées en 1980, à raison de 3,5 milliards de mètres cubes par an.

C'est que la France vient de faire n'est pas nouveau : elle l'avait déjà fait, en 1975,

avec un important contrat de livraison pétrolière signé entre la Sonatrach et Elf-Erap.

L'agence Algérie-Presse Service remarque à ce propos : «En rejetant un arrangement résultant d'une position extrêmement conciliante et constructive de la partie algérienne les responsables français montrent, qu'à l'instar de ce qu'ils ont tenté naguère à propos du pétrole algérien, ils poursuivent toujours l'idée de prendre le gaz algérien à un prix inférieur à celui du marché».

En effet, le gouvernement français se refuse à faire jouer la clause dite de «sauvegarde» ou d'«équité» incluse dans les contrats signés entre les compagnies françaises et la Sonatrach. Cette clause

permet la renégociation de contrats en cours afin de tenir compte de la hausse des coûts d'exploitation du pétrole ou du gaz naturel algérien. Giscard avait autorisé Gaz de France à appliquer l'an dernier, cette clause afin de relever le prix de vente du gaz naturel sur le marché français pour tenir compte du relèvement des prix du gaz importé de Hollande et d'URSS, mais aujourd'hui, l'impérialisme français refuse son application au gaz naturel algérien. L'accord signé entre Gaz de France et la Sonatrach prévoyait que le gaz serait livré à 24 ou 26 centimes le mètre cube (contre 32 pour le gaz soviétique et hollandais) et que des étapes seraient fixées pour l'élévation à ce niveau du prix des livraisons de gaz actuellement en cours

et qui reste fixé à 7 centimes le mètre cube (depuis 1964 et 1971). Soit un manque à gagner de 150 millions de dollars pour l'Algérie.

Gaz de France avait signé le contrat, mais, après avoir calculé ses «profits», escomptés, l'impérialisme français a fait marche arrière. Il semble bien qu'il s'agisse là d'une nouvelle manœuvre calculée de l'impérialisme français pour tenter d'exploiter systématiquement à son profit les rapports économiques établis avec un pays du Tiers Monde. C'est toutefois compter sans la détermination - déjà montrée - de l'Algérie à mener une politique d'industrialisation et de développement économique autonomes.

Camille Noël

INTERNATIONAL

Italie ÉLECTORALISME ET TERRORISME

Quatre incendies en quelques jours aux usines Fiat, à Rome, attentat contre un entrepôt d'une chaîne de super-marchés ; on assiste à une recrudescence du «terrorisme» en Italie. Les syndicats ont appelé les ouvriers à former des groupes de vigilance qui ont été effectivement constitués dans plusieurs grandes entreprises.

LA «STRATÉGIE DE LA TENSION»...

Ce n'est pas la première fois qu'il y a une vague d'attentats en Italie : ces dernières années, chacune a servi de prétexte à une campagne anti-terroriste qui amalgamait les extrémistes «de droite et de gauche» et permettait des mesures de répression contre les révolutionnaires et les travailleurs en lutte. A chaque fois, la justice et la police se sont acharnées sur la «piste rouge» (de gauche) en faisant des perquisitions, des arrestations, en faisant disparaître à l'occasion des témoins gênants. Mais que ce soit l'attentat de Milan en 1969, l'attentat de Milan en 1974, et bien d'autres, c'est toujours à la «piste noire» (fasciste) qu'il fallait remonter. A chaque fois on a pu prouver que ces attentats meurtriers étaient le fait de fascistes, plus ou moins déguisés en pseudo-anarchistes et couverts par la police et la démocratie-chrétienne. A chaque fois, ces attentats coïncidaient avec une montée des luttes, avec des difficultés du gouvernement ; ils ont servi à justifier des mesures de répression et l'adoption d'une «loi de police» qui permet à la police

d'arrêter et de maintenir en garde à vue tout suspect, et de perquisitionner sans mandat «en cas d'urgence» (une loi que Poniowski est en train de recopier à son usage).

De même la bourgeoisie italienne se sert de la multiplication des hold-ups et des enlèvements, pour augmenter les effectifs de la police et appeler à la défense de l'ordre public ; le PCI, ne voulant pas être en reste, fait de l'ordre un de ses thèmes politiques préférés !

POURQUOI AUJOURD'HUI

La relance des attentats et de la tension aujourd'hui

répond à des objectifs semblables. A qui profite le crime ? Alors que la crise sociale et politique s'accroît, alors que le gouvernement démocrate-chrétien semble en faillite, et que, repoussant les offres de «compromis historique» du PCI la démocratie-chrétienne se prépare aux élections, les attentats tombent à pic. Il s'agit d'une nouvelle tentative pour ce parti «usé» par trente ans de gouvernement du capitalisme et de scandales, pour refuser encore une fois de gérer avec le PCI la crise italienne, mais surtout pour réprimer les nombreuses luttes revendicatives et politiques.

Mais cette campagne de provocation est vouée, à l'échec, comme les précédentes. A l'occasion des attentats de Milan, Brescia, notamment, les travailleurs italiens ont refusé la thèse des «complots extrémistes». Ils ont su dénoncer les vrais responsables du terrorisme, les groupes fascistes, et derrière eux, le gouvernement et l'Etat qui les couvrent, cet Etat qui assassine les anti-fascistes et tente d'organiser la terreur pour maintenir son pouvoir. Aujourd'hui encore, la classe ouvrière italienne saura reconnaître ses ennemis.

Jean-Pierre CHAMPAGNY



Dans la presse parisienne UNE CAMPAGNE IGNOBLE CONTRE LE CAMBODGE

«Un pays qui, depuis un an, vit le plus long et le plus sauvage des martyrs» écrit «l'Aurore» au sujet du Cambodge. Parce que depuis un an, le peuple cambodgien n'est plus soumis à la barbarie américaine qui voulait l'écraser sous les bombes, parce que depuis un an, il a entrepris de construire par lui-même, et pour lui-même, un Cambodge prospère, où l'on ne meurt plus de faim, c'est, dit «l'Aurore», «le plus sauvage des martyrs». «Où sont les foules indignées sur le pavé des grandes villes ?» s'inquiète de son côté Jean d'Ormesson dans «le Figaro» : lui qui condamnait les manifestations populaires en

Occident pour soutenir le combat du peuple cambodgien contre les atrocités américaines, voudrait que les peuples descendent aujourd'hui dans la rue manifester contre les réalisations du Cambodge démocratique.

On comprend bien l'embarras de ces plumitifs de la presse de droite : les succès remportés par le peuple cambodgien démontraient de manière éclatante que la domination impérialiste est synonyme de crimes et de misères tandis que la gestion du pays par les ouvriers et les paysans permet de répondre aux besoins pressants du peuple. Il faut salir cet exemple, mauvais

selon eux, pour les peuples et tous les travailleurs désireux de s'émanciper du capitalisme.

Mais, les plumitifs de droite ne sont pas seuls, ceux d'une soi-disant «gauche» les rejoignent dans la calomnie déversée sur le Cambodge nouveau.

Dans «l'Unité», organe du PS, c'est Mitterrand lui-même qui écrit : «Au Cambodge, la mort tue à la chaîne». On ne s'étonnera pas de cette condamnation sans appel de la part d'un homme qui s'est longuement illustré comme massacreur des peuples, et notamment en Algérie ; pour lui, les réalisations du Cambodge indépendant sont insupportables, car elles prouvent que les peuples du Tiers Monde peuvent non seulement se libérer de la domination étrangère mais, également bâtir une société entièrement nouvelle gérée par les ouvriers et les paysans, à l'inverse du modèle de société que défendent les bourgeois du PS.

«Rouge», quant à lui, reflétant l'éternel mépris des trotskystes pour le Tiers Monde, parle des «faibleses» de la révolution khmère, en les attribuant au refus

d'accepter «une aide plus immédiate d'Etats ouvriers». Autrement dit, le refus du peuple cambodgien de dépendre du social-impérialisme russe qui soutint jusqu'au bout le fantôme pro-américain Lon-Nol, c'est pour le journal de monsieur Krivine, une mauvaise orientation.

«Libération» rentre aussi dans le concert de calomnies par le biais de la suspicion ; feignant d'ignorer les réalisations du peuple cambodgien depuis qu'il détient le pouvoir à Phnom-Penh, «Libération» écrit : «le silence dont la révolution khmère continue un an après sa victoire, de s'entourer, justifie bien des interrogations».

Le «Quotidien du Peuple» dénonce cette vaste campagne de propagande contre le Cambodge démocratique et affirme sa solidarité avec le peuple cambodgien, libre. Pour témoigner de cette solidarité, nous invitons tous nos lecteurs à assister à la soirée commémorative du 1^{er} anniversaire de l'indépendance, organisée par le Comité du FUNK en France, qui aura lieu le samedi 24 avril 76 à 20 H 30 à la salle de la Mutualité à Paris.

PAYS BASQUE Suite de la une

explicites du gouvernement, on notait dès samedi après-midi, une affluence exceptionnelle dans le centre de la ville. Sous divers prétextes y compris celui de la promenade, le peuple d'Iruna et des milliers de personnes qui avaient réussi à rejoindre la ville avaient choisi de passer la «Aberri Eguna» dans la rue ignorant l'occupation policière. On notait aussi la présence de nombreux policiers en civil dispersés dans la foule très dense par endroits.

La technique des manières rendez-vous à une heure précise et à se concentrer rapidement pour partir en manifestation convoquée par les Commissions Ouvrières était dissoute avant d'avoir pu se tenir. Dimanche matin, au petit jour, les drapeaux basques étaient accrochés aux balcons et édifices publics de la ville.

Mais dimanche matin, plusieurs manifestations de quelques centaines de personnes ont pu parcourir les rues du vieux quartier. Les manifestants fermant le passage en mettant les voitures en travers de la rue. La plus importante a réuni un millier de personnes sur la grande avenue San Juan pendant plusieurs minutes. Les manifestants portaient à bout

de bras le drapeau basque et les mots d'ordre étaient les suivants : Gora Euskadiala eska tota, Asketa Suna, Prefoak Kalera (les prisonniers à la rue).

prisonniers à la rue), dissolution du cadre répressif Nafarroa Euskadi Da : La Navarre est en Euskadi.

Des drapeaux ont pu être placés dans divers endroits de la ville, l'un d'entre eux a pu tenir jusqu'à ce matin. L'attitude de la police était extrêmement dure, à plusieurs reprises, elle a utilisé les balles de caoutchouc. Plusieurs manifestants ont été arrêtés.

D'autres manifestations ont eu lieu en Biscaye, à Portugalete et Bilbao surtout, ainsi qu'en Guipuzcoa.

On peut dire que cette journée a un effet positif, tout d'abord par le fait que l'«Aberri Eguna» ait été célébrée malgré la répression et alors que la bourgeoisie basque avait déserté le terrain démontrant clairement que seul le prolétariat révolutionnaire peut mener jusqu'au bout les revendications nationales au Pays Basque ensuite parce que le caractère ouvertement fasciste du régime de Juan Carlos avait été démontré aux yeux de toute l'Espagne qui avait hier les yeux braqués sur Iruna.

De notre correspondant

appel à l'ABERRI EGUNA

En ces moments, où la dictature, à la tête de laquelle se trouve aujourd'hui Juan Carlos, écrase encore une fois et réprime aussi brutalement que toujours le peuple basque, manifestant ainsi son caractère terroriste impossible de cacher sous des manœuvres de tromperie, arrivant au point du massacre de Vitoria et à une croissante vague de manifestations de démagogie, à des arrestations arbitraires, des tortures et à la négation des droits les plus élémentaires de notre peuple.

Les partis politiques et organisations ici présentes, appelons le peuple basque à combattre, dans cet Aberri Eguna d'Iruna (Pampelune), pour les objectifs suivants :

- La reconnaissance de la Souveraineté Nationale de l'Euskadi.
- Le renversement de la dictature monarchique.
- La destitution immédiate du Gouvernement Arias-Fraga.
- L'amnistie pour tous les prisonniers politiques, sans exclure tous ceux que la «légalité en vigueur» appelle des «terroristes», et pour tous les exilés, pour qu'ils puissent retourner dans la sécurité.
- La libération immédiate de tous les détenus, ainsi que la réadmission de tous les licenciés.
- La libération immédiate de tous les détenus, ainsi que la réadmission de tous les licenciés.
- L'instauration des libertés démocratiques.
- L'implantation du bilinguisme effectif dans tout le territoire national, et donnant la priorité au basque et à toute la culture nationale basque dû à sa situation actuelle d'oppression.
- Exprimer les liens nationaux qu'unissent par-dessus des frontières étatiques, les populations basques du Lapurd, Zuberoa, et Benabarra (Labourd, Soule et la Basse Navarre) avec celle de Araba, Bizkaia, Nafarroa et Guipuzkoa.
- La satisfaction des revendications ouvrières et des classes populaires.
- Le châtiment des coupables des crimes de la dictature.
- La suppression des forces répressives.

Iruna le 18-4-76

Signé : Parti Carliste, O.R.T., MC de Euskadi, Coordination d'Euskadi des commissions ouvrières, et les organisations du KAS (Coordination Patriotique Socialiste) composée par : ETA politique-militaire, EHAS, LAIA, LAB, LAK. L'ETA militaire s'adhère inconditionnellement aux organisations du KAS.

URSS :

Le journal soviétique «Pravda» déclare que les récentes prises de position de Kissinger sur les dangers que faisait courir à l'alliance atlantique, l'arrivée au pouvoir, en Europe de l'ouest, des partis révisionnistes, constituaient une «ingérence» des USA

dans les affaires intérieures ouest européennes, en violation de l'esprit d'Helsinki. Quand le social-impérialisme s'offense de ces ingérences de l'impérialisme US dans les affaires du peuple d'Europe, c'est tout de même l'hôpital qui se moque de la charité.

LUTTES OUVRIERES

LUTTER DANS L'EMPIRE PEUGEOT -1-

Comment Peugeot a tiré, à sa façon, les leçons de 68...

Dès les premières semaines de la grève des cycles Peugeot à Beaulieu, les travailleurs se sont vite rendus compte qu'ils n'avaient pas face à eux la seule direction de l'usine Beaulieu, mais bien la direction de tout un trust prêt à utiliser de puissants moyens pour étouffer leur lutte. Leur souci, dès ce moment, dès qu'ils ont engagé la popularisation de leur grève, a été d'entraîner à leurs côtés la masse des travailleurs de cet empire industriel, et tout particulièrement de son fief : Sochaux avec ses 36 000 ouvriers.

Malgré une marche de soutien des ouvriers de Sochaux en direction de ceux de Mandeure, les travailleurs de l'usine principale n'ont pas rejoint massivement la lutte en cours. Pourquoi ? Quels obstacles ont été rencontrés ? Cela pose d'entrée la question de

l'esprit Peugeot, des méthodes d'oppression bien particulières mises en œuvre par le patron de la firme sochaliennne.

La riche expérience des camarades Gilbert et Paul, ouvriers syndicalistes révolutionnaires à Sochaux, anciens responsables CFDT (destitués de leurs mandats par la direction confédérale réformiste en 1971), avec qui nous avons eu cet entretien, doit contribuer à tracer des perspectives pour les combats à venir contre Peugeot.

Dans cette première partie, ils nous expliquent comment, patiemment, Peugeot a forgé sa politique répressive contre les travailleurs... Et nous verrons dans un deuxième article, la manière dont les Peugeot peuvent riposter.

—Le Quotidien du Peuple : Voyons d'abord comment Peugeot a réussi pendant tout le conflit des Cycles à donner sa propre information et à travailler l'opinion dans les différentes couches du personnel, d'une part pour bien tenir en main sa maîtrise, d'autre part, par rapport aux ouvriers, pour empêcher la solidarité.

— Gilbert : Dès le début, effectivement, la direction a commencé à distribuer des informations. Ces informations étaient adressées aux cadres, collaborateurs, ETAM, etc... Et en même temps, ça pouvait être diffusé au personnel, c'était chargé à la maîtrise de le diffuser. Dès le début d'ailleurs, il y a une chose qui m'a frappé dans ces informations : la direction a bien fait comprendre que, de toutes façons, elle avait l'habitude de ce genre de conflit, qu'elle saurait y faire face, qu'elle était rodée. Dans une des premières informations de la direction, ils parlent d'une grève à Douvrin. Douvrin, c'est là où ils font les moteurs dans le Nord, c'est la concrétisation de l'association Peugeot-Renault... Et on apprend, nous, que la grève de Douvrin vient de se terminer (on ne sait pas très bien d'ailleurs comment cela s'est arrangé) et que maintenant, il y a la grève à Beaulieu. Je tiens à signaler que pendant tout le conflit de Douvrin, on n'a eu absolument aucune information syndicale, aucune !

A partir de là, effectivement, ils ont commencé à faire face, au niveau pratique : dans le secteur où je travaille, ils ont demandé aussitôt un certain nombre de volontaires, pour venir travailler de nuit, faire des doublages, le samedi, le dimanche pour pouvoir faire l'outillage et les pièces qui sont faites à Beaulieu : c'est là qu'ils annonçaient que, petit à petit, ils arrivaient à faire face... Ils ont envoyé des gars en carrosserie pour démonter les pots d'échappement sur les voitures du parc pour les remonter ensuite sur les

voitures qui sortaient des chaînes... Il y a au moins trois cents gars qui sont allés en carrosserie pour faire ce travail-là.

— Paul : Il faut voir aussi que, dans ces informations, le point de vue sur lequel ils insistaient, c'était : « dans le souci de donner du boulot aux 35 000 salariés de Sochaux... étant donné qu'à Beaulieu, un certain nombre d'irresponsables... » Toujours le même refrain. Souvent, dans les chiffres, c'était quelques dizaines.

— Gilbert : Tiens, par exemple, le lendemain du

même voir dans quel cadre actuel vivent les gars. Les gars de la fabrication viennent pour la plus grande partie par les autobus dans un rayon de 60 km. Quand ils arrivent, ils ont déjà lu «L'Est Républicain». Arrivant dans la boîte, ils voient dans un secteur, des ateliers qui étaient vides et qu'on aménageait avec des moyens de fortune pour souder des pots d'échappement. Il voit ensuite les notes de service sacrament élargies. Il y a tous ceux qui ventilent les rumeurs : «Il y a les CRS, il n'y a pas les CRS...» Et puis tout de même, de temps en temps, un petit papier à la machine à

qui, de toutes façons, ne lisent pas ces informations-là. Ça permet à la maîtrise, à la hiérarchie d'avoir une information bien dirigée, bien orientée qui fait que, quand il y a discussion entre les gars, eux, ils sont armés pour répondre.

— QdP : Dans quelle mesure ce conflit a-t-il bien été suivi par les gars de Sochaux ? Comment l'ont-ils vécu par rapport aux problèmes qu'ils rencontrent ici à Sochaux ? Est-ce que ça a servi d'aiguillon pour une certaine réflexion ?

— Paul : Oui, je pense que ça s'est produit, mais à petit échelon, parce que, en face de l'information

rapport à Beaulieu, elles existent dans mon secteur, ne serait-ce que parce que tu as ceux qui travaillent pour Beaulieu et les autres qui en discutent parce qu'ils voient le boulot qui se fait à côté. *(Tu nous demandes de faire une heure de grève, d'accord, disent les gars, mais il faut d'abord arrêter ceux qui font le sale boulot)*. C'est certain que la direction utilise ça, et ça crée une division importante.

(...) Ce qu'il faut remonter à Sochaux, c'est un certain écœurement qui date des grèves de 65 ; ça a été un échec ; deux bons mois de grève où on arrêtait deux heures par jour jusqu'au moment où un directeur de choc, Taylor (qui est maintenant chez Citroën) a dit : « Pour deux jours de grève, un jour de mise à pied ». Le mouvement s'est terminé comme ça.

— Paul : Et puis, il y a eu 68... La direction s'est jurée dans les négociations qu'il ont suivi qu'elle s'occuperait elle-même de l'information et c'est ce qu'elle a fait. Pour prendre un exemple : dans ce journal (le JIP), il y a des jeux, des pronostics de football, etc.. Et quand tu penses que le règlement intérieur de l'usine, datant de 46, signé par le CE de l'époque dit qu'il est interdit de siffler, de chanter, de véhiculer des journaux, des tracts et de faire des quêtes... et qu'en 68, les syndicats n'ont même pas eu le réflexe de re-négocier ce règlement, tu comprends pourquoi aujourd'hui, la direction se permet ce genre de choses. La seule période où les syndicats et les partis politiques font une agitation importante, c'est la période électorale où chaque travailleur peut dire qu'il y aura à peu près un kilo de tracts pour ses quinze jours. Mais pour Beaulieu, une grève menée par des copains de la région et qui nous concerne tous, la pile de papier est moins importante.

— Gilbert : Oui, je crois qu'on peut dire que Peugeot a bien tiré à sa façon les leçons de 68. D'abord

l'information : c'est quelque chose d'essentiel pour eux. Ils ont même détaché un gars qui était à « L'Es Républicain » ici et qui est chargé de coiffer toute l'information au niveau de Peugeot. Ensuite la division : quand il y a du chômage, les gars de la fabrication chôment, pas les autres. Il y a même eu une fois trois journées chômées : la maîtrise, toute la maîtrise de la fabrication était présente, le cul sur une chaise toute la journée dans le réfectoire : ils leur faisaient de la « formation » !

Ils ont même utilisé le sondage ! Sur le même modèle que les instituts de sondage, pour prendre les décisions, par exemple des récupérations de pont. C'est un échantillon de mille personnes choisies soi-disant suivant des critères scientifiques. Bien entendu, quand il est question d'un pont, ou bien c'est pas un pont, ou bien on le récupère d'une façon ou d'une autre... mais c'est pas la proposition du pont sans récupération... Ça jamais ! Ils s'en garderaient bien !

— Gilbert : Il faut dire tout de même une chose : ce que Peugeot finira par savoir, c'est qu'à force de tirer sur la corde, ça finit par casser. Tout ce que Peugeot peut faire pour écraser les travailleurs, ça a aidé à politiser les gars sur le tas, surtout les jeunes qui avaient 15 ans en 68 et qui en ont 22 maintenant... S'il y a une lutte qui vient, je suis sûr qu'il y a des gars qui prendront de sacrées responsabilités et qui iront loin dans la lutte.

Les gars, ils se sont politisés dans ce sens-là : ils vont se battre dès qu'ils vont sentir que ça vaut le coup. Et ça se fait petit à petit, ils disent : si on fait quelque chose, faudra pas faire des grèves d'une heure, ça c'est impensable aujourd'hui, il faudra automatiquement bloquer le parc... Et des sonnées comme Beaulieu, si c'est bien expliqué, si c'est bien repris, ça fera reprendre l'agitation. Parce qu'à un moment donné la spontanéité reviendra sur quelque chose, malgré les pressions.

COMESTER N° 10 DE 1976 (100 pages)
 JIP & BIL SAYINIA 1976 (100 pages)
 L'OVOM BROUJ VIL & KONKURS JIP 76 (100 pages)

Au 1er avril 1976

● PRIME DE TRANSPORT	Nouvelle valeur: 4,15 F par jour travaillé, se décomposant ainsi : partie non imposable 1,15 F — partie imposable 3 F	+10,7%
● INDEMNITE DE DOUBLAGE	Nouvelle valeur: 0,45 F/h	+ 9,2%
● INDEMNITE DE TRIPLAGE	Nouvelle valeur: 0,85 F/h	+ 9,7%
● PRIMES DE POSTE	Augmentation d'environ	10%
● PRIME DE TPF	Nouvelle valeur: 0,35 F/h	+12,2%

La «rune» suggestive du journal patronal... en 4 langues, et en quadrichronie ! Diffusé chaque semaine dans 10.000 boîtes à lettres, gratuitement : l'intox patronal, ça n'a pas de prix...!

coup de force des cadres à Beaulieu, l'information syndicale qui nous est donnée à la boîte le matin dit : « C'est sûr, c'est un coup de force, les milices, etc... » Bon. Mais alors le point de vue de la direction, c'est : « Il ne s'est absolument rien passé, simplement trois cents personnes désirant travailler sont entrées dans l'usine et sont ressorties sous les quolibets, les insultes... » Et ça tout le temps qu'il y a eu l'occupation à Beaulieu, ça a été l'œuvre « d'irresponsables », d'une poignée de bons à rien, en somme.

— QdP : Comment réagissaient alors les ouvriers de Sochaux. Est-ce que le coup de la « poignée d'irresponsables », ça prenait chez certains ?

— Paul : Il faut quand

alcool fait par un syndicat qui dit qu'il y a eu des bagarres, mais ce n'est pas confirmé par une information, dans un souci de popularisation. Les gars, dans ces conditions, ils étaient un peu ballottés... sauf dans les secteurs où il y a des copains un peu politisés et qui avaient le souci de s'informer eux-mêmes. Ils pouvaient modifier un peu le cours de la réflexion. Sans plus. Alors, imagine une taule où il y a des ateliers de six mille gars répartis sur des hectares avec une maîtrise sur les dents et où il n'y a jamais ni prise de parole, ni information directe, permanente...

— Gilbert : L'information de la direction, elle n'est pas adressée à l'ensemble du personnel mais d'abord et avant tout aux cadres. Il y a beaucoup d'ouvriers

patronale parachutée, il n'y a rien. Alors si tu veux, c'est un peu des discussions du genre : *'Ah mais, il y a les flics, on va bouffer du flic !'* Il y a la volonté de se battre. Il y a encore le souvenir de 68... Et il y a aussi des gars qui se sont trouvés gênés du fait que d'autres attendaient le volontariat du samedi pour se refaire un peu de pognon, vu que Peugeot reproposait du volontariat sur ses propres productions. Et tout d'un coup, arrive le conflit de Beaulieu, et Peugeot remet en service des secteurs entiers provisoires.

— Gilbert : la direction, par ce moyen du volontariat, a tout fait pour casser la combativité des gars. Ça a commencé avec la grève de Saint-Etienne, puis la grève de Chaussion en 75. Alors les discussions par

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Avec les familles des victimes à Clérieux

LA COLERE DE TOUT UN VILLAGE

Ce sont les représentants de la chambre patronale de Valence, les chefs de la MGM, qui se sont affichés vendredi, à Bourg-les-Valence, aux obsèques d'une jeune ouvrière de la cartoucherie de Clérieux. Ici, en haut lieu, on souhaite visiblement que les travailleurs de la région oublient au plus vite. L'enterrement d'aujourd'hui n'était pas même annoncé dans la presse locale. Pourtant, trois ouvrières sont encore à l'hôpital de Romans, grièvement blessées, et la direction de l'hôpital maintient le black-out sur leur état. D'après la mère d'une d'entre elles, une ouvrière a perdu un œil ; une autre, maintenue dans un isolement complet en réanimation, serait aveugle. « Ils essayent d'étouffer l'affaire, mais ils ne pourront pas ! » Dans les familles des ouvrières assassinées, ce qui domine, c'est la colère, et une volonté résolue d'imposer

la vérité et la justice. Et tout le village est avec eux. La mère d'une ouvrière tuée : « Ils m'ont apporté la dernière paye de ma fille, avec 150 F de prime de décès, plus 50 F pour les enfants. Ils se moquent de nous. Mais l'argent, je n'en veux pas, ce n'est pas ce qui m'intéresse. Ce que je veux, c'est la vérité ! » Déjà, des bruits sont répandus pour tenter de diluer les responsabilités. « Quelqu'un de la MGM est venu me voir hier ; soi-disant, ce serait la sonnerie de midi qui aurait provoqué l'accident (un court-circuit) (la mère d'une des victimes). Pourtant le frère d'une ouvrière assassinée témoigne : « Mme Daudet avait sa montre arrêtée à 12 h 07, alors ce qui s'est passé à mon avis : elles ont entendu la sonnerie ; avant, elles avaient cinq minutes pour se laver les mains, mais on leur a supprimées, elles se sont dépêchées pour finir leur

travail. Pour moi, c'est comme ça que l'accident est arrivé ». « Ma fille, elle faisait le cheminote, celle qui aspire ; la moindre poudre qui tombe par terre, elle la ramassait tout de suite, avec une éponge

mouillée. La poudre, il suffit de la pousser du pied pour que tout explose. Elle travaillait là depuis onze ans. Quand ils l'ont embauchée, ils ne lui ont pas dit tout de suite, mais après, ils sont venus la voir : « Vous remplacer une

dame qui vient de se tuer dans une explosion », et il lui ont donné un petit peu plus. Elle était seule, avec deux enfants, elle a pris ce qu'elle a trouvé. Tout le temps, les ouvrières se battaient pour la sécurité.

Ma fille s'est toujours battue. On leur disait : « Oui, plus tard, mais pour l'instant bossez ! »

Aujourd'hui, à Clérieux, le combat continue pour la vérité.

Interview des représentants CGT de la MGM

— Le Quotidien du Peuple : Quelle confiance faites-vous à la justice pour la vérité ?

— Le mari d'une ouvrière tuée répond : Le syndicat CGT s'est porté partie civile. Ce n'est pas le tout de faire des règles de sécurité, il faut les appliquer. Il faut que la justice fasse son travail, il faut commencer par là.

— QdP : Vous êtes allés manifester à l'inspection du travail ?

— Une déléguée : Oui, une délégation est allée à Valen-

ce, on est allé les mettre devant les faits. On a été très mal reçu. Chaque fois que l'inspection du Travail venait faire une visite à l'usine, le patron était prévenu deux jours à l'avance. Cela lui permettait de tout mettre en ordre, de faire ranger ce qui traîne de dangereux dans l'usine.

— QdP : Vous êtes allés à Paris aussi ?

— Une ouvrière : Une délégation s'y est rendue en car, nous avons rencontré le patron de Gévelot, il a essayé de s'esquiver, mais il a quand

même dû signer un texte sur les cadences dans les usines de munitions.

— Une déléguée de la MGM : Il faut faire payer les responsables, les patrons, qui ne veulent pas mettre les sécurités nécessaires.

— QdP : Ce matin, à Clérieux, nous avons constaté la volonté de faire la vérité chez les familles des ouvrières assassinées, chez les ouvriers de Pratic (usine de la chaussure de la région), chez les ouvrières de MGM, chez les

jeunes, les commerçants : comment associer tous ces gens à votre action ?

— Le mari d'une ouvrière tuée : Il est trop tôt pour en parler. Il y a d'abord la justice, puis notre action à nous. On est décidé à faire la lumière par tous les moyens. Soyez sûrs que, dans une affaire de ce genre, jamais les gens n'ont été déterminés comme nous le sommes.

Chez tous à Clérieux, il y a la volonté de se battre.
Correspondant Lyon

GRANDES FETES POPULAIRES

ROUBAIX

SAMEDI 1^{er} MAI A 22 H

178, RUE JULES GUESDES
48, RUE NABUCHODONOSOR

AVEC RAOUL DE GODEWARSVELDE
LES CLOWNS ET CRACHEURS DE FEU DU PRATO

LE RENOUVEAU DES LUTTES A ROUBAIX : HALTE AUX ATTEINTES AUX DROITS SYNDICAUX.

LIP, CE N'EST PAS FINI :

LA JUSTICE, NON LEUR JUSTICE :

Les mineurs de Liévin accusent les Houillères, avec des mineurs des puits 4 et 7 de l'U.P. de Lens.

POUR UNE SANTÉ AU SERVICE DU PEUPLE
A L'ALMA GARE... « Y EN A MARRE »

Ni chômeurs, ni cadres au service du capital, avec des étudiants du Campus d'Annappes.

Avec des militants des Commissions Ouvrières Espagnoles ; des représentants de la Résistance Palestinienne, membres de la GUPS ; des militants du MIR chilien, de l'UNECAS (Djibouti) ; avec Grégoire Carrat, de retour du Sahara Occidental.

INTERVENTION D'UN MEMBRE DU COMITÉ CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE M-L

LYON

SAMEDI 1^{er} MAI
de 17 h à 24 h

CENTRE PIERRE VALDO (rue P. Valdo) Lyon 5

- avec Los Chacos, la Carmagnole de la Bamboche
- Carrefour sur les luttes ouvrières de la région
- Forum sur les luttes contre le chômage, des comités de quartier, d'unité populaire.

• INTERVENTION DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE m-l

- Projection de films
- Nombreux stands - Attractions diverses
- Danse
- Loisirs pour les enfants

FETE de REBELLES 1^{er} MAI TOUS A PARIS de 17h à 24h

Cartoucherie de Vincennes

Animeront la fête :

Gilles SERVAT
Roger SIFFER
IMAGO
Groupe SOHO
Carlos ANDREU
François TUSQUES
INTERCOMMUNAL FREE DANCE MUSIC ORCHESTRA
Avec Jo MAKAL et Adolf WINKLER
Chic STREETMAN
AKENDENGUE
Pierre CHAMPION

Plus de 10 forums

Sur l'école, le chômage des jeunes, les jeunes ouvriers, les apprentis, la campagne anti-jeune, la Chine, la presse pour les jeunes, la chanson populaire, le cinéma militant, l'avortement et la contraception, la pollution, le théâtre...

avec :

Papinski, Della Souda, Le Masson, Tobias Engels, les chanteurs invités, des militants du MAJ, du MLAC, des groupes écologiques, des troupes de théâtre, des acteurs progressistes, des rédacteurs de Cinélutte, Cinéthiques, des avocats, des magistrats progressistes, les Comité de Lutte Contre le Chômage, Le Cri des Murs, des journalistes de Rebelles, l'Antirouille, Pop Hebdo, des représentants de la coordination nationale des élèves révolutionnaires, et des jeunes de toute la France et de plus de 20 pays de tous les continents.

INTERVENTION DU COMITÉ NATIONAL
DE L'UCJR

Contre la répression, le chômage, l'avenir de misère : construisons une puissante force révolutionnaire.

Le Quotidien du Peuple - publication du PCR (ml)
Adresse postale : BP 225 75 924 - Paris Cédex 19 - CCP n° 23 132 48 F Paris.
Directeur de publication : Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris - distribué par les NMPP
Commission paritaire : 56 942



TELEVISION

Le film du dimanche soir " **LE ROI ET MOI** " sur TF 1

Un film de W. Lang (1956)

Adapté d'une comédie musicale américaine, «Le Roi et Moi» se passe à la cour du roi de Siam, dans les années 1860. Belle occasion, pour le réalisateur, vieux routier des films à grand spectacle hollywoodiens, de mettre en valeur la richesse des costumes, le luxe des décors, l'abondance des figurants. Ballets, scènes chantées donnent au film un caractère de «féerie», tout à fait dans le style des opérettes du Chatelet.

Le Roi, c'est celui du Siam (Y. Brynner). «Moi», c'est Anna Owens, jeune veuve britannique, engagée pour assurer l'éducation des 107 (!) enfants royaux. Car le Roi n'est pas un despote tout à fait ordinaire: féru de modernisme et de science, il veut transformer son pays. Anna, digne représentante de l'Empire victorien, prend sa mission très au sérieux: elle s'insurge contre certaines pratiques rétrogrades de la cour, comme celle qui consiste à s'aplatir à plat ventre pour montrer son respect au Roi. L'opposition



entre les deux personnages donne lieu à des scènes de comédie assez réjouissantes, dont le clou est le banquet donné en l'honneur de l'ambassadeur britannique. Le Roi ne veut pas passer pour un «barbare» aux yeux de ses hôtes et, avec l'aide d'Anna, décide d'éblouir ceux-ci par sa culture. D'où un certain nombre de gags savoureux: remarques incongrues du Roi

sur Moïse, adaptation siamoise de «La Case de l'Oncle Tom».

Au fond, Anna est là pour apporter la vérité et la morale à ces «barbares» siamois, ce qui en dit long sur la vision du colonialisme que nous présente l'auteur. En effet, elle paraît bien sympathique, cette jeune Anglaise, et si dévouée à la cause de la «Justice», que l'on

finirait par oublier que le colonialisme ce n'est pas ces rapports mondains entre gens de bonne compagnie, mais la barbarie des soi-disant «civilisateurs», l'oppression du peuple. N'oublions pas que le film a été réalisé en 1956, à une époque où la montée des luttes des peuples du Tiers Monde commence à se faire pleinement sentir...

J.P. BOULOGNE

Programme

MARDI 20 AVRIL — MERCREDI 21 AVRIL

TF 1	TF 1
18 h 45 - Pour les jeunes	18 h 15 - A la bonne heure
19 h 20 - Actualités régionales	18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 40 - Une minute pour les femmes	19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Alors raconte	19 h 40 - Une minute pour les femmes
20 h 00 - Journal	19 h 45 - Alors raconte
20 h 30 - Football : France-URSS (espoirs)	20 h 00 - Journal
22 h 20 - Lettres d'un bout du monde, l'Inde	20 h 30 - La jalousie, dramma-tique de Sacha Guitry
Le dieu tricéphale	22 h 00 - Médicale
23 h 20 - Journal	23 h 00 - Journal
A 2	A 2
18 h 55 - Des chiffres et des lettres	18 h 40 - Le palmarès des enfants
19 h 20 - Actualités régionales	18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 45 - Y'a un truc	19 h 20 - Actualités régionales
20 h 00 - Journal	19 h 45 - Y'a un truc
20 h 30 - Les dossiers de l'écran : la boxe	20 h 00 - Journal
Nous avons gagné ce soir, film américain de R. Wise (1949)	20 h 30 - Police story, série américaine
23 h 15 - Journal	21 h 30 - C'est-à-dire
	23 h 00 - Journal
FR 3	FR 3
18 h 45 - Pour les jeunes	18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 05 - Programmes régionaux	19 h 05 - Programmes régionaux
19 h 20 - Actualités régionales	19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre	19 h 40 - Tribune libre
20 h 00 - Les jeux de 20 heures	19 h 55 - Flash journal
20 h 30 - Capitaine King, film américain de H. King (53)	20 h 00 - Les jeux de 20 heures
22 h 05 - Journal	20 h 30 - Les lavandes et le réséda, film TV de J. Prat
	22 h 00 - Journal

feuilleton

HON DAT

DE ANH DUC

RÉSUMÉ :

Hai Thep, secrétaire de la cellule du Parti à Hon Dat a rejoint Tam Chan et Ngan, chez Su.

7^e Episode : Préparatifs de défense

A peine les trois verres s'étaient-ils joyeusement entrechoqués, qu'on entendit des pas marcher précipitamment dans la cour et monter l'escalier. Les trois hommes n'avaient pas encore bu une seule gorgée que Tan et Ba Ren firent irruption dans la pièce. Après avoir secoué la main à Tam Chan et à Ngan, ils s'assirent à demi sur le lit de camp. Tan se mit à chuchoter :

— On vient d'apprendre que l'ennemi concentre près de mille hommes à Tri Ton. Le ratissage est certainement pour demain, mais où, on l'ignore.

— Combien tu dis? Près de mille hommes? demanda Tam Chan.

Tan fit oui de la tête.

— Un bataillon régulier, un bataillon de gardes civils plus une compagnie de rangers.

— Celles de Xam, précisa Ba Ren. On nous l'a spécifié...

Sur le même lit de camp, les hommes s'assirent en rond, Hai Thep noua solidement sa serviette autour de sa tête et dit :

— Il est clair qu'ils vont venir par ici. Je propose d'écourter la discussion pour se préparer immédiatement à la parade. Voici mon avis : d'un côté, Ba Ren va réunir ses guérillos pour poser les pails et piéger les grenades. Ma femme préparera les groupes de manifestants. Il faut prêter grande importance à la lutte légale pour empêcher l'ennemi de se déchaîner. Tout à l'heure, je ferai un tour à la maison pour avertir ma femme.

Tam Chan se mit à tambouriner des doigts sur le lit de camp.

— Je suis d'accord avec Hai Thep, dit-il. Mais n'oublions pas que mille hommes, c'est beaucoup. Où en sont nos cachettes souterraines? A-t-on préparé des endroits pour un repli éventuel?



Consolidation des talus et tranchées de défense anti-aériens.



Unité de combat féminine anti-aérienne (DCA)...

— Les bonnes cachettes sont peu nombreuses, à peine suffisantes pour quelques groupes. C'est difficile d'en aménager dans un terrain sablonneux, ça s'écroule tout le temps. Un éboulement vient de se produire et l'on n'a pas eu le temps de réparer. Nous comptons les intercepter devant les jardins. Si ça chauffe trop, on rejoindra la grotte.

Tam Chan garda un moment le silence. Un brin de souci passa rapidement sur ses traits.

— Il faut tâcher de résoudre au mieux cette question des cachettes et des tranchées, sinon nous serons gênés dans nos manœuvres...

— Mais la grotte permet une défense au poil, affirma Ba Ren. Là un seul des nôtres peut tenir tête à cent types. Ça s'est passé ainsi, l'autre fois.

— Oui, mais maintenant, c'est différent. Je suis d'accord que la grotte de Hon Dat offre de grands avantages pour la défense, mais on ne saurait considérer la question uniquement du point de vue du terrain. Puisque nous ne disposons pas de cachettes sûres dans le hameau, il faut bien adopter ce parti, faute de mieux. Mais à l'avenir, on ne peut prendre cette grotte pour unique point d'appui.

— Il faut s'y prendre avec précaution, fit Hai Thep. Sa demeure est à l'autre bout, non loin de l'ennemi. Il faut d'abord se renseigner si dans l'après-midi il n'est pas venu des soldats du district chez lui.

— Laissez-nous vous donner un coup de main, proposa Ngan.

— Mais c'est parfait ! Allons, à l'œuvre immédiatement ! Il va faire nuit. Le temps d'arriver jusque-là...

Ngan se mit prestement debout.

Quyen accourut dans la cuisine et rapporta le pistolet à son fiancé. Le jeune homme boucla son ceinturon puis fila vers la porte avec Tan.

— Emmenez-le directement dans la grotte, n'est-ce pas? recommanda Hai Thep.

Sur la route, Ngan se rapprocha de son compagnon :

— Il faut user de ruse, Tan. Il faut d'abord le faire parler avant de l'arrêter.

— De quelle façon?

Ngan glissa quelques mots à l'oreille de Tan qui se montra ravi, approuvant à tout orempre :

— Epatant ! Epatant !

Espagne

LES POSITIONS DE TROIS ORGANISATIONS REVOLUTIONNAIRES

L'EVOLUTION DU REGIME (1)

Organisation Révolutionnaire des Travailleurs

Aujourd'hui, alors que la crise politique se développe en Espagne, Juan Carlos tente de donner une image «libérale» à sa politique avec le projet de référendum sur la dévolution de la couronne aux femmes et une réforme des Cortes. Mais la réalité de l'Espagne de Juan Carlos reste celle de Franco : la police y assassine toujours, comme à Guipuzcoa, dimanche dernier. Les masses populaires se sont engagées dès la mort de Franco, dans leur combat contre le franquisme sans Franco. Nous avons demandé à trois organisations politiques révolutionnaires espagnoles de donner leur point de vue.

Mouvement Communiste

— Q : Comment pouvez-vous analyser la crise politique aujourd'hui en Espagne ?

— R : La bourgeoisie dans son ensemble cherche à gagner l'appui de nombreux secteurs de la moyenne et de la petite bourgeoisie qui, chaque jour, s'éloignent davantage d'elle, et d'un autre côté, elle essaie de freiner le développement des luttes de masses. C'est la condition pour asseoir les bases politiques qui permettront l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun. Le rêve de l'oligarchie serait d'arriver à une situation de démocratie bourgeoise ; mais ce n'est pas réalisable et la bourgeoisie ne se le fixe pas comme objectif à moyen terme à cause d'une double contradiction : d'une part, avec les forces de son propre appareil d'Etat (corps répressifs, bureaucratie syndicale, fonctions parasitaires de l'administration et armée).

D'autre part avec les masses populaires qui exigent un type de réformes économiques et politiques beaucoup plus profondes et rapides que celles que la bourgeoisie peut donner.

— Quelle possibilité y a-t-il qu'une démocratie bourgeoise s'installe en Espagne ?

— R : Pour passer de «l'évolution continuiste» actuelle à la démocratie bourgeoise, il faudrait que les forces bourgeoises de la Démocratie Chrétienne et du PSOE et autres sociaux-démocrates fassent un pas de plus dans l'appui au régime actuel. Mais elles ne veulent pas faire ce pas supplémentaire parce que la possibilité qu'une telle coalition gouvernementale puisse freiner le développement des luttes leur paraît très problématique. Pour que les luttes soient freinées, il faudrait au minimum la légalisation du PC et quelque chose de plus. Le PC glisse de plus en plus vers la droite,

avec sa «rupture négociée», mais ce n'est pas encore suffisant. Le comportement de la Démocratie Chrétienne et des Socialistes est double : d'une part, ils apparaissent au grand jour parce qu'ils pensent que le continuisme va pouvoir se développer (élections, etc...) ; d'autre part, ils maintiennent dans leur programme des points de rupture, ils appellent à la grève générale en Euskadi par exemple. Leur pratique de collaboration avec le régime n'est pas pour l'instant l'aspect principal de leur politique. De toute façon, le régime actuel est dans l'impasse.

— Q : Quelle est la réalité de la libéralisation aujourd'hui ?

— R : Aujourd'hui, l'oligarchie ne peut appliquer en totalité les lois existantes parce que sinon ses promesses perdraient toute crédibilité. Cependant son appareil répressif reste intact. Le gouvernement ne s'attendait pas à ce que le mouvement de masses ait une force aussi grande, ni à une série de problèmes qui se sont aiguisés ces derniers temps avec la crise économique et le blocage des salaires.

Ce qui s'est passé, c'est qu'il a suffi qu'il y ait des promesses pour que les masses fassent comme si elles étaient entrées dans la réalité, et elles sont sorties dans la rue. Le relâchement de la répression dans quelques aspects a fait augmenter la participation populaire aux luttes. Il y a eu une certaine tolérance, mais depuis février surtout, tout ce qui est manifestation de rue est de plus en plus réprimé. La répression est variable d'un moment à l'autre, d'un endroit à l'autre. Mais elle ne parvient pas à freiner les mouvements et d'autre part, l'espèce d'esprit de réconciliation qui avait pu se manifester parfois à l'égard des flics est maintenant dépassé,

— Q : Quelle est la nature de la crise qui secoue le régime espagnol ?

— R : Il s'agit d'une crise politique, la plus grave du régime depuis 40 ans. Le fascisme, qui est la forme de domination du capitalisme monopoliste d'Etat dans notre pays, se fissure. L'oligarchie se rend compte de la nécessité d'un changement de façade pour pouvoir continuer à gouverner seule ; en essayant de se servir d'une certaine marge de manœuvre, propre à toute classe au pouvoir, elle a décidé de «recomposer» son Etat bourgeois fasciste. C'est à cette manœuvre de replâtrage à laquelle nous assistons aujourd'hui en Espagne.

— Quelle est la réalité de la libéralisation de Juan Carlos ?

— R : Les mesures annoncées par le gouvernement de Juan Carlos sont justement les mesures minimum nécessaires à l'oligarchie pour qu'elle continue à maintenir son pouvoir. Aucune transformation réelle apportant un mieux-être dans la vie des masses n'a eu lieu. Aucune réforme politique dont le peuple ait bénéficié n'a été

réalisée. Bien au contraire ! La démocratie de Juan Carlos s'est vue démasquée dans la pratique : répression féroce, assassinats, détentions des dirigeants ouvriers surtout, fermetures d'universités, tribunaux militaires avec des peines élevées... Le chômage dans la classe ouvrière, la détérioration de l'économie sont plus aigus chaque jours.

La libéralisation de Juan Carlos a été pensée et dirigée fondamentalement à l'endroit des couches de la moyenne bourgeoisie (et peut-être la frange la plus élevée de la petite bourgeoisie). L'oligarchie a besoin de gagner à elle une base sociale qui lui fait totalement défaut aujourd'hui. Elle en a besoin au point d'être obligée de partager les miettes d'une certaine participation aux structures politiques qui ne sont pas déterminantes. Bien qu'elle soit obligée de partager les miettes d'une certaine participation aux structures politiques qui ne sont pas déterminantes. Bien qu'elle soit obligée de partager quelque chose de plus que la plus-value extorquée à la classe ouvrière qu'elle dispute aujourd'hui à la moyenne bourgeoisie. Mais, bien que consciente de la nécessité de



gagner à elle cette base sociale, l'oligarchie va très doucement dans ces réformes au point de provoquer la protestation de ces couches.

On peut dire que la bourgeoisie se montre très peureuse y compris par rapport aux couches qui sont ses alliés conjoncturels possibles.

Parti du Travail d'Espagne

— Q : Comment peut-on analyser la crise politique en Espagne ?

— R : La bourgeoisie monopoliste, devant le développement des luttes a cru bon de passer le pouvoir aux évolutionnistes, tout en gardant les choses en main. Fraga et Arellano, les libéraux, sont arrivés après les mobilisations de décembre ; la réforme du Code Pénal sur les associations intervient

comme suite et conséquence des événements de Victoria.

On essaye d'effrayer une partie de l'opinion publique espagnole avec un coup d'Etat des ultras : un tel coup d'Etat ne serait pas viable pour le capital financier qui détient le pouvoir. D'ailleurs le gouvernement «évolutionniste» de Fraga est néofasciste : il se maintient en exerçant sa terreur sur la classe ouvrière à travers les corps répressifs de toujours (BPS, Garde Civile). De ce

point de vue, j'aimerais bien qu'on m'explique la différence entre ultras et évolutionnistes ; il y a déjà eu huit morts !

Le projet du gouvernement de Fraga est le replâtrage du régime fasciste. Mais ce gouvernement est mort-né ; le mouvement de masses rend impossible l'évolutionnisme comme solution politique. Chaque mesure prise par le gouvernement de Juan Carlos, loin d'arrêter le mouvement de masses ne fait que

l'attiser. La classe ouvrière met à profit toutes les fissures dans le mur. C'est pourquoi le gouvernement n'est pas pressé de mettre en route des réformes, si minimes soient-elles.

Cependant l'évolutionnisme est en train de gagner à lui les partis sociaux-démocrates et même le parti révisionniste avec sa rupture de l'intérieur. Le problème pour eux, c'est que la libéralisation aille plus vite. Mais de fait, ils boycottent la seule chose qui permettrait effectivement la conquête des libertés démocratiques.

— Q : Tu as déjà abordé la question de la libéralisation, peux-tu nous dire si tu la juge réelle et dans quelles limites ?

— R : Une chose doit être parfaitement claire : les miettes de libéralisation n'ont pas été données par le gouvernement de Juan Carlos, mais conquises par les luttes. Seul le développement de la lutte contraindra le gouvernement à lâcher davantage et nous avons le devoir de profiter de ces miettes. Ces conquêtes sont temporaires et demain, il peut y avoir d'autre Victoria.

